HADITH
EL MALIA

REPUBLIQUE LIBANAISE
MINISTERE DES FINANCES

La Lettre interne du ministère des Finances

Editée par l'Institut des Finances - # 22, octobre 2005

Formation de gestion financière pour les comptables et responsables financiers des institutions publiques (p10)

EDITORIAL

Entretien avec le Ministre des Finances Dr Jihad Azour

L'équipe de rédaction de « Hadith El Malia » a effectué une interview avec Dr Jihad Azour, suite à sa nomination au poste de Ministre des Finances le 21 juillet 2005. Cet entretien visait à passer en revue les défis de l'étape à venir et à se renseigner sur la vision du Ministère, les moyens qu'il compte utiliser pour restaurer la confiance des citoyens ainsi que sur son message aux fonctionnaires, surtout aux plus jeunes parmi eux… La réponse du Ministre a été porteuse d'espoir quant à l'avenir du ministère des Finances; il a en effet évoqué des projets ambitieux et clairs, reflétant sa détermination à planifier et réaliser le changement…

Défis et Perspectives

En ce qui concerne les défis, le Ministre Azour a préféré adopter le mot «Perspectives» de l'étape actuelle et a estimé qu'elles seront principalement axées sur la nécessité de faire du ministère un modèle pour l'Administration du 21ème siècle, en suivant quatre axes principaux: le développement du capital humain, la modernisation des méthodes de travail, la création d'une culture institutionnelle particulière au ministère des Finances qui le doterait d'une identité claire et distincte et le travail d'équipe, avec une vision unifiée des objectifs et de la charte de travail et de ses spécificités:

- Assurer le service public de qualité au moindre coût pour les citoyens ;
- Gérer la politique financière et économique avec sagesse et transparence ;
- Introduire les réformes nécessaires pour créer une administration moderne qui utilise des méthodes modernes de travail ;
- Transformer le ministère des Finances en centre d'attraction des compétences et de développement des capacités du secteur public.

Et le Ministre Azour d'ajouter que l'une des actions prioritaires que nous chercherons à réaliser au ministère des Finances consiste à formuler une nouvelle vision et une stratégie d'action pour le ministère libanais des Finances qui prenne en considération les derniers changements qu'a connus le pays, les défis à venir et le désir du peuple libanais de renforcer les chances de croissance économique et de bonne gestion des finances publiques.

SOMMAIRE

Editorial

Formation
- Programme de formation des fonctionnaires au MdF (p1)
- Formation en droit du travail et droit administratif (p2)
- Dynamisation du recouvrement des Finances Publiques (p3)
- "Contentieux douanier" et "Technologies des Marchandises" aux Douanes (p3)

Partenaires de Formation
- Cooperation Metac-IdF (p4)
- Projet de la Banque Mondiale pour le renforcement des capacités de l'Iraq (p4)
- Formation et cooperation: Allocution de l'ambassadeur de France au Liban (p5)
- Strategie DRH en partenariat avec l'UE (p5)

Nouvelles du Ministère
- Comités de concertation (p6)
- Séminaires autour de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption (p6)
- Service des contribuables et facilitation des transactions (p8)
- Nouvelle structure à la Direction de la TVA (p8)
- Nouvelles des Douanes (p9)

Dossier
- Formation de gestion financière pour les comptables et responsables financiers des institutions publiques (p10)

Akhbar (p12)

Par les fonctionnaires
Les riches et la course contre l'impôt (p14)

EDITORIAL

Ces objectifs, qui ne peuvent être réalisés qu'à travers la réalisation des objectifs du ministère des Finances, visent l'amélioration de sa performance de façon à répondre aux exigences de l'ère du savoir et d'en faire un facteur de concurrence en économie afin d'assurer le meilleur service possible pour la nation et les citoyens. En outre, les projets de modernisation et de développement des finances publiques, des départements du cadastre, des affaires foncières et des douanes seront poursuivis, ainsi que le développement des compétences de leurs fonctionnaires et de leur personnel, et ce par le biais de l'Institut des Finances.

Une nouvelle approche

Selon le Ministre, nous nous trouvons actuellement dans une étape nouvelle; après la réforme des infrastructures et des procédures pratiques, il est temps d'étendre le processus pour couvrir la relation avec les parties concernées et de créer une nouvelle vision du ministère des Finances. Il est temps également que nous commencions à rechercher les meilleurs potentiels humains pour qu'ils travaillent là où ils appartiennent selon leurs compétences, à développer les méthodes de travail et à renforcer le sens de responsabilité et d'éthique du travail.

Pour réaliser ces objectifs, des comités ont été constitués. Ce sont soit des comités composés de fonctionnaires de différentes directions, soit des comités internes au sein de certaines directions. Ils se réunissent périodiquement pour comparer les points de vue, unifier les applications, prendre des décisions, créer des ponts de communication interne, promouvoir la communication externe et faciliter les procédures aux citoyens.

Service au citoyen et éthique professionnelle

Le Ministre Azour a souligné l'importance du service des citoyens à travers l'amélioration de la qualité des services, la réduction des obstacles, la promotion de la transparence et la disponibilité des informations.

Le Ministre Azour a cité parmi les objectifs poursuivis : promouvoir l'éthique du travail, s'attacher à la transparence et la consolider, développer les capacités de traitement électronique des formalités et textes (e-government et e-taxation), communiquer avec les citoyens d'une façon électronique et continue à travers des comités paritaires de consultation qui entameront bientôt leur travail avec les instances économiques, les ordres des professions libérales et les institutions de la société civile de sorte à promouvoir la communication entre ces secteurs et le ministère des Finances et à passer d'une simple communication à une vraie interaction ciblée et constructive. Cette orientation émane de l'attachement au contenu de la déclaration ministérielle en matière «d'amélioration de la qualité des services offerts aux citoyens et de respect de leurs droits et de leur dignité afin de gagner leur confiance puisqu'ils représentent la cible principale pour l'action et le rôle des institutions et administrations étatiques, et ce par le recours à des méthodes de travail modernes, simples, rapides et transparentes dans l'expansion et le développement des domaines du gouvernement électronique comme moyen moderne au service des citoyens». Ceci s'effectue dans le cadre du respect des lois dont l'application est de la responsabilité de l'Administration et des administrateurs et qui constitue un des éléments principaux du renforcement de la confiance des citoyens.

Le rôle du potentiel humain

Enfin, le Ministre a parlé du rôle primordial que jouera le développement du potentiel humain, tout en soulignant qu'«aucune réforme n'est possible sans réformateurs» et que ces derniers se trouvent dans l'Administration. «Notre rôle en tant que responsables est de leur accorder la chance et de leur offrir le nécessaire en matière d'appui moral, d'assistance et de capacités qui leur permettent de progresser chacun dans son département et dans son domaine de travail. Lorsque nous leur fournissons les possibilités ainsi que les opportunités de prise de conscience et de comparaison à travers la formation, l'enseignement et le développement, nous pourrons placer l'Administration sur le bon chemin. Dans ce contexte, nous nous félicitons de l'action de l'Institut des Finances et de son rôle dans cette opération. Et je ne peux que vous assurer de mon engagement à dynamiser son rôle au niveau de toutes les administrations du ministère des Finances.»

Message du Ministre aux fonctionnaires

Dans son message adressé aux fonctionnaires, le Ministre Azour leur rappelle l'importance de participer au changement de l'approche adoptée en vue de réaliser les rêves des Libanais quant à un avenir meilleur, d'être porteurs du flambeau du changement à l'intérieur et en dehors de l'Administration à travers l'accomplissement de leur rôle avec respect des droits des citoyens. Ils se doivent d'établir une relation de confiance entre le citoyen et l'Administration. Le Ministre a enfin conclu en affirmant que la compétence et l'éthique de l'élément humain constituent la base pour l'étape à venir; «nous compterons sur les dirigeants qui jouiront de ces qualités tout en veillant à promouvoir le rôle des jeunes».

Jihad Azour en quelques lignes...

Dr Azour occupe le poste de ministre des Finances depuis juillet 2005. Auparavant, il avait exercé six ans de suite les fonctions de Conseiller du ministre des Finances (1999-2005).

M. Jihad Azour jouit d'une riche expérience professionnelle tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Directeur -Partenaire- dans AM & F, firme internationale de consultation en management entre 1996 et 1998, il a représenté un apport majeur dans la direction du bureau de Paris. Avant cela, M. Azour a été conseiller du Directeur Général à la Caisse des Dépôts et Consignations entre 1993 et 1994, et a travaillé dans d'illustres firmes comme Mc Kinsey and Company et la Compagnie de Saint- Gobain.

Fort de ses expériences multiples, M. Azour a toujours eu la préoccupation de la formation et de l'échange des connaissances, d'où son expérience comme professeur à l'Université Américaine de Beyrouth, dans le cadre du programme Masters (Money and Banking). M. Azour est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles spécialisés en particulier dans le domaine du droit, de l'économie et du secteur bancaire.

L'IDF LANCE LA FORMATION METIER

La formation à l'Institut des Finances a connu durant l'année 2005 un saut qualitatif important ; les activités de formation s'étaient concentrées lors de années précédentes soit sur les programmes de formation continue pour les fonctionnaires du ministère des Finances, soit sur les programmes de formation préparatoire des fonctionnaires ayant récemment rejoint le ministère notamment les contrôleurs et les comptables de la quatrième catégorie. A la suite des mutations connues par le Ministère et de la création des nouvelles unités, l'Administration et surtout les responsables de la Direction des Recettes demandent de plus en plus le développement de programmes de formation pour fonctionnaires ; il s'agit de programmes intégrés introduisant à fond au fonctionnaire sa nouvelle fonction et l'aidant à acquérir les compétences nécessaires pour qu'il accomplisse les tâches qui lui incombent. Les premiers de ces programmes ont été adressés au Service de Contrôle des Vérifications de la Direction des Recettes en mars 2005. Puis le programme des fonds bâtis a été entamé avec les contrôleurs nouvellement recrutés puis le programme de formation des grands contribuables. L'Institut œuvre actuellement, en étroite collaboration avec les chefs des départements et un certain nombre de contrôleurs principaux et sous la supervision directe du Directeur des Recettes, à développer un programme spécial pour l'audit de l'impôt sur le revenu pour les contrôleurs chargés de cette tâche ; ce programme sera mis en œuvre à partir du début décembre 2005.

Programme des grands contribuables

Le 3 août 2005, le programme de formation adressé aux contrôleurs principaux et aux contrôleurs du Département des Grands contribuables au ministère des Finances a été mis en œuvre. Ce programme intervient à l'étape de préparation des fonctionnaires pour l'accomplissement de leurs tâches surtout dans le domaine d'audit bancaire et des compagnies d'assurance. Le programme a débuté avec une séance préparatoire sur le plan de comptabilité public avec le Chef du Département de l'Impôt sur le revenu, M. Sarkis Sakr, suivie de deux sessions intensives, la première sur le sujet de comptabilité bancaire avec M. Elie Makdessi et la deuxième sur le Code de la Monnaie et du Crédit et les règles d'audit bancaire avec le Chef du Département des Frais de transport, Mme Hayat Nader.

Il est à noter que le programme de comptabilité bancaire a été accompli en collaboration avec le centre d'études bancaires et l'Association des banques du Liban dans le cadre de l'accord de coopération signé avec l'Institut des Finances.

Les nouveaux contrôleurs au Département des fonds bâtis

Dans le cadre de la préparation des contrôleurs à leurs nouvelles

fonctions au Département des fonds bâtis à Beyrouth, l'Institut des Finances a organisé une session de formation sur la Loi de l'impôt sur les fonds bâtis pour la période allant du 28 juin au 8 juillet 2005.
La session a traité de la Loi, ainsi que du règlement et des circulaires concernant son application ; elle a également passé en revue les principes de l'imposition, la méthode de calcul des impôts, l'exclusion du cadre de l'impôt, les cas d'exemption et d'annulation, le wakf et les pénalités ainsi que plusieurs cas pratiques. Le programme a été exécuté par le contrôleur principal retraité M. Mohammad Mousalli, controleur interne, et l'inspecteur des Finances M. Moustafa Alaeddine, lesquels ont aidé les contrôleurs récemment désignés à approfondir la compréhension de leurs tâches et de la Loi de l'impôt sur les fonds, étant donnée leur longue expérience pratique dans ce domaine. Pour compléter ce programme, deux séances de travail ont été consacrées aux principes juridiques et pratiques relatifs au mécanisme d'objection à l'impôt sur les fonds bâtis et les délais fixés pour régler ce genre d'objection avec M. Emile Dirani. ■

DROIT DU TRAVAIL ET DROIT ADMINISTRATIF AU CŒUR DES SOUCIS DE FORMATION

Introduction au Droit du Travail

L'Institut des Finances a organisé deux sessions de formation pour les contrôleurs principaux et les contrôleurs du Département de l'Impôt sur le revenu sur la question du Droit du Travail et de son impact sur l'impôt sur les salaires. La formation a été élaborée par l'avocat Fadi Kahi et exécutée par le juge Georges Attieh. La session s'est étalée sur 14 heures, y compris des séances de discussions et de cas pratiques (du 30 août au 20 septembre 2005 puis du 22 septembre au 20 octobre 2005). Ces deux sessions ont visé à promouvoir la culture juridique des fonctionnaires et à les aider à comprendre le contrat de travail, ses conditions, ses effets et les conditions de sa résiliation ainsi que les conséquences de la résiliation et les moyens de recours. Elles se sont également concentrées sur les relations collectives de travail pour ce qui relève de la validité de la conclusion du contrat de travail collectif et de son contenu.

Les correspondances administratives au sein de l'administration publique

Pour une meilleure connaissance des types de correspondances de l'Administration publique et pour une bonne acquisition de la compétence nécessaire à l'élaboration de ces correspondances dans le cadre des lois administratives en vigueur et la bonne utilisation des dispositions et clauses du Droit administratif relatif aux correspondances administratives, l'Institut des Finances a organisé deux sessions de formation sur les «Correspondances administratives au sein de l'administration publique» pour les fonctionnaires du ministère des Finances et d'autres ministères (du 12 au 23 septembre 2005 puis du 26 septembre au 7 octobre 2005). Le programme a traité du principe de hiérarchie administrative verticale et horizontale, des types de correspondance et de la classification des textes de loi tout en insistant sur les instructions pratiques quant au contenu et à la forme. À cette fin, l'Institut a coopéré avec M. Dany Gedeon, premier contrôleur au Conseil de la Fonction Publique.

Culture juridique et hiérarchie des lois

L'Institut des Finances a organisé, pour les personnes concernées au ministère des Finances, deux séminaires avec des discussions les 18 et 21 juillet 2005, dirigés par M. Emile Dirani et portant sur la distinction entre Droit public et Droit privé, sur la hiérarchie des textes de loi, les sources du Droit et la façon dont il est appliqué, ainsi que sur les spécificités des lois fiscales. ■

DYNAMISER LE RECOUVREMENT DES FINANCES PUBLIQUES

Dans le cadre des efforts déployés pour susciter une discussion approfondie autour du mécanisme de recouvrement des finances publiques et de sa dynamisation, cinq réunions de travail ont eu lieu entre le 1er juin 2005 et le 6 juillet 2005, regroupant un nombre de personnes concernées par la question au sein des différentes directions des finances publiques et du Centre Informatique. Les rencontres ont été inaugurées par le Directeur Général des Finances, Mr. Alain Bifani, qui s'est félicité des efforts actuels visant à dynamiser le recouvrement et qui a souligné l'importance du développement de l'action concernant la base de données actuelle sur les contribuables et la nécessité d'assurer une coordination entre les directions de vérification et de recouvrement afin de fournir un service rapide et efficace au citoyen. Ces rencontres ont mené à une série de recommandations détaillées et à des propositions multiples dont:

- Œuvrer à l'informatisation de tous les tableaux d'imposition et annonces urgentes et fixer les délais nécessaires pour l'accomplissement de cette tâche afin que les tableaux soient mis sur réseau électronique et doté d'un système de recouvrement ;
- Poursuivre la question de notification des contribuables quant aux documents d'imposition et œuvrer à l'homogénéisation des procédures de notification ;
- Proposer la formation d'une équipe de travail pour poursuivre la question des obstacles auxquels fait face le Ministère des Finances avec la société LibanPost ;
- Proposer la constitution d'une équipe de travail pour déterminer et unifier la méthode de calcul des pénalités de retard pour tous genres d'impôt;
- Organiser l'opération de recouvrement des impôts du contribuable en faillite et informatiser l'opération de faillite ;
- Réviser les rapports émis par le système de recouvrement en vue de les modifier ou de les revisiter en fonction des besoins des unités de recouvrement et en vue de facilitater ces différentes tâches ;
- Informatiser l'opération de paiement pour veiller à ce que les sommes dues soient rayées immédiatement une fois payées ;
- Publier des guides et des publications s'adressant aux citoyens afin de sensibiliser le contribuable et de lui faciliter son rôle lors du recouvrement. ■

«CONTENTIEUX DOUANIER» ET «TECHNOLOGIE DES MARCHANDISES» AUX DOUANES

Le 16 août 2005, 50 agents des Douanes ont participé à une session de formation organisée à l'Institut des Finances sur le contentieux douanier, dirigée par M. Suheil Ali Hassan, ancien Directeur régional de Beyrouth. La session, qui s'est étalée sur 60 heures de formation, avait pour objectif de doter les agents de la Douane des bases juridiques afin de les aider à contrer les infractions douanières. Le formateur a d'abord introduit la notion d'infraction douanière, y compris celle relative aux marchandises et à leurs catégories, avant d'évoquer le rôle et les droits des agents des douanes dans la vérification des infractions douanières notamment le droit d'inspection des marchandises, des moyens de transport et des personnes et l'accès aux registres et documents. Il a insisté sur les questions d'inspection domestique, de crime de trafic à témoin et sur les moyens de vérification des infractions douanières. Enfin, le formateur a discuté des infractions des manifestes et des règles de notification en matière de plaintes douanières et autres affaires légales.

Par ailleurs, lors d'une session de formation sur la «technologie des marchandises», M. Elias Khazaka, contrôleur principal des affaires d'inspection au Port de Beyrouth, a présenté à un groupe d'agents douaniers les principales caractéristiques des marchandises, les étapes de leur production et les modalités d'application des tarifs douaniers, et ce du 21 au 29 juillet 2005. ■

LE PROJET DE LA BANQUE MONDIALE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE L'IRAQ

L'Institut des Finances a organisé le premier programme régional de formation à Beyrouth, dans le cadre du projet de la Banque Mondiale pour le renforcement des capacités de l'Iraq. Le programme a duré du 12 au 15 juillet et a traité du sujet des «Statistiques du Commerce extérieur». 13 fonctionnaires irakiens des secteurs public et privé y ont participé : fonctionnaires de la Centrale des Statistiques, des Douanes, du Ministère du Commerce, de la Banque Centrale et de la Chambre de Commerce.

La formation a été assurée par un nombre d'experts du Programme des Nations Unies pour le développement auprès du ministère des Finances, de la Direction des Douanes libanaises, de l'Administration Centrale des statistiques, de la Banque du Liban et du Centre d'informations commerciales au ministère de l'Economie et du Commerce. Les discours et présentations ont évoqué divers sujets: le commerce international et son impact sur l'économie irakienne, les statistiques, les normes et les règlements du Commerce international, la déclaration douanière unifiée, les systèmes de classification des marchandises, le système harmonisé, la valeur des marchandises et leur origine et les statistiques euro-méditerranéennes. Les participants ont reçu toutes les informations nécessaires relatives aux statistiques du commerce international. Ils ont également été formé à collecter ces statistiques, à les préparer, à les émettre et à les publier, selon les normes internationales.

Il est à noter que l'Institut des Finances a déjà accueilli trois délégations irakiennes durant l'année 2005 ainsi qu'une délégation du ministère irakien du Plan et de la Coopération pour le Développement et une autre du Conseil de contrôle financier, lesquelles sont venues prendre connaissance de l'expérience de l'Institut des Finances dans le domaine de la formation continue et de la gestion des ressources humaines. ■

LES PRINCIPAUX POINTS TRAITÉS

1. L'ouverture du commerce international est devenue une urgence dans le nouvel ordre mondial ;
2. Les données statistiques n'ont aucune valeur si elles ne sont pas échangées ou utilisées ;
3. On ne peut reconstruire un pays, au niveau de l'économie, des institutions et des relations internationales, sans statistiques exactes, régulières et mises à la disposition de l'État et de ses partenaires intérieurs et extérieurs ;
4. L'opération de collecte, d'homogénéisation, de traitement, d'émission et de dissémination des informations requiert une coordination et une coopération entre un grand nombre d'acteurs publics et privés ;
5. Dans toutes les étapes de cette opération, il faut respecter les règles et normes internationales devenues des constantes du commerce international ;
6. Il faut profiter des expertises et de l'assistance internationale dans ce domaine. Il faut également profiter de l'expérience des États qui ont connu des circonstances similaires et qui ont affronté des difficultés similaires à celle de l'Iraq.

CLÔTURE DES PREMIÈRES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION AVEC LE CENTRE RÉGIONAL D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE MOYEN-ORIENT

L'Institut des Finances a clôturé les premières activités de coopération avec le Centre régional d'assistance technique pour le Moyen-Orient relevant du Fonds Monétaire International (Metac) ; ces activités se sont concrétisées par un programme de formation sur «les marchés financiers et les instruments financiers modernes», accueilli par l'Institut du 5 au 16 septembre 2005. Le Programme a été coordonné par M. Ralph Chami, Directeur de la Section du Moyen-Orient du Fonds Monétaire International. Y ont participé 30 responsables des marchés financiers des banques centrales de la Palestine, de la Jordanie, de l'Egypte, de l'Arabie Saoudite, du Maroc, d'Oman et du Liban.

Le Programme visait à approfondir les connaissances des participants concernant la nature des instruments financiers modernes et leur mode d'emploi dans le domaine du financement et de la gestion des risques. Il a également traité du développement des marchés financiers et a évoqué les défis de contrôle et défis juridiques auxquels font face les autorités doivent dans ce domaine. ■

FORMATION ET COOPERATION: L'AMBASSADEUR DE FRANCE AU LIBAN FÉLICITE L'INSTITUT DES FINANCES

Dans le cadre du Colloque organisé par les associations libanaise et française des anciens élèves de l'ENA le 25 Août 2005 autour du thème "Le Management Public – Une dynamique de transformation de l'Administration Publique au Liban", Son Excellence Mr. Bernard EMIE, ambassadeur de France au Liban, s'est exprimé sur le rôle clé de l'Administration au sein de l'Etat en termes de crédibilité et de puissance d'action. Il a particulièrement insisté sur l'esprit de coopération qui existe entre le Liban et ses partenaires français et européen dans le domaine de la modernisation administrative. Cette coopération effective s'est non seulement traduite par des stages de formations suivis par près de 110 fonctionnaires du ministère des Finances dans les différents Instituts de formation du ministère des Finances en France et à l'ENA et par une multitude de projets menés avec les ministères de la Justice, de l'Intérieur, de la Défense et avec le Parlement, mais aussi par le dynamisme dont a fait preuve le "très efficace Institut des Finances au Liban" en organisant une série de séminaires autour de divers thèmes économiques et financiers, en collaborant "depuis 1996 avec l'ADETEF pour des missions d'assistance technique dans le domaine des douanes, des statistiques et de la comptabilité publique" et en assurant la formation continue des fonctionnaires. L'ensemble de ces mesures tend à former de jeunes fonctionnaires responsables et compétents, pour un service public plus efficient, et s'inscrit dans la stratégie de restructuration des ressources humaines entamée dans l'Administration Publique libanaise, consciente qu' "une bonne Administration doit faire l'objet d'une gestion des ressources humaines exemplaire où les meilleurs et les plus compétents accèdent aux plus hautes responsabilités quelque soit leur origine sociale ou leurs appuis familiaux". ■

UNE STRATEGIE DE DRH EN PARTENARIAT AVEC L'UE

Le MdF bénéficie du soutien de l'Union Européenne dans un projet de réhabilitation de l'administration libanaise par des experts spécialisés (ARLA) ; cette aide technique porte sur des projets de modernisation, notamment au niveau des Ressources Humaines.
Dans le cadre de ce projet, le MdF accueille les experts Thierry Becheret et Samir Badr. Ces experts ont exécuté la première phase de leur mission, qui consiste à évaluer la situation et les pratiques exercées en matière de RH au MdF. Pour ce faire les experts ont recouru à différents outils : entretiens, questionnaires, visites sur le terrain et étude approfondie des lois.
Suite à cette étape, les deux consultants ont organisé les 28 et 29 septembre des tables rondes afin de discuter avec les responsables concernés de l'aboutissement de leurs recherches, d'approfondir les problèmes relevés et de recueillir des suggestions nouvelles qui orienteront leurs efforts.
Ces rencontres ont aussi visé à exposer et discuter des orientations stratégiques proposées pour dynamiser la gestion des RH au sein du MdF. Les chefs de départements des différentes directions du MdF ont assisté aux deux rencontres. Ces rencontres ont été suivies par une brève présentation des résultats au ministre des Finances et aux directeurs généraux afin de recueillir leurs recommandations quant à la prochaine étape du projet. ■

Les ressources humaines: Une mission délicate

LES POINTS DISCUTÉS

- Evaluation de la situation actuelle des RH dans le secteur public : qui sont les parties directement et indirectement concernées, quels sont les projets de modernisation proposés ?
- Analyse de la fonction RH au MdF: quelles sont les unités qui en sont chargées, leur activité dans ce cadre. L'évaluation de leur approche en terme de gestion moderne des RH et de leur capacité à accompagner les projets de modernisation, etc.
- Le potentiel existant et les points faibles ; les conditions du progrès.
- Les orientations stratégiques proposées pour accélérer le changement.

CONSOLIDATION DE LA BONNE GOUVERNANCE AU MDF: LANCEMENT DES COMITÉS PARITAIRES DE CONSULTATION AVEC LE SECTEUR PRIVÉ ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Comités de consultation : une vieille idée toujours nouvelle

En 1999, le ministère des Finances a lancé une première initiative pour l'établissement d'un dialogue entre les secteurs privé et public en vue d'améliorer les relations entre les contribuables et l'administration financière et douanière et d'alléger les procédures administratives. En 1999 – 2000, l'Institut des Finances a organisé des réunions et tables rondes sur la relation entre l'Administration financière et douanière d'une part et les contribuables d'autre part, auxquelles a participé une élite de représentants des deux parties. Les comités paritaires de consultation ont été fondés pour assurer le suivi de ces réunions. Ces comités sont parvenus à proposer plusieurs solutions à une multitude de problemes fiscaux et douaniers.

Le Ministre des Finances a tenu plusieurs réunions avec les acteurs économiques et les organisations non gouvernementales (ONG) de la société civile afin d'évoquer les problèmes auxquels font face ces acteurs vis-à-vis du Ministère des Finances et de discuter d'éventuelles solutions. La seconde étape de coopération a été entamée avec la constitution de comités paritaires de consultation chargés d'assurer le suivi des réunions et de proposer un mécanisme efficace d'application des propositions.

Entretien avec les acteurs économiques et constitution d'un groupe de suivi

Le Ministre des Finances Jihad Azour a tenu le 14 septembre dernier à l'Institut des Finances une réunion élargie avec les présidents des instances économiques au Liban, en présence du Président de l'Union des Chambres libanaises, l'ancien ministre Adnan Kassar, du Président de l'Association des banques Joseph Torbey, et d'un nombre de présidents de chambres et d'instances économiques et financières. Cette réunion a abouti à la constitution d'un comité de sept membres représentant les secteurs économiques destiné à poursuivre le dialogue entre le Ministère des Finances et les institutions du secteur privé.

Le Ministre a évoqué durant la réunion les principaux projets d'avenir notamment ceux concernant le lancement du système NOOR 2 pour les douanes qui permet d'introduire des données douanières à distance, la reconsidération du quitus accordé pour certaines transactions, le lancement de nouveaux services électroniques, la modification du système d'estimation des fonds bâtis et l'annulation des frais de la déclaration fiscale.

Le Président de l'Union des Chambres libanaises Adnan Kassar a souligné, quant à lui, que le secteur privé est en train de faire face à de nombreux obstacles bureaucratiques. «Notre seul souci, a-t-il dit, est de faciliter l'action gouvernementale dans les règles et de donner sa chance au secteur privé, acteur principal de la vie économique.»

En fin de rencontre, un comité de sept membres a été constitué représentant les différents secteurs en vue de poursuivre le dialogue avec le Ministère ; ce comité joue actuellement un rôle consultatif et fournit au Ministère les propositions et les solutions nécessaires à la relance eeconomique. Il se réunit périodiquement, dans le cadre d'un mécanisme clair et avec des objectifs précis.

Atelier de travail national avec les ONG de la société civile

Le 14 septembre 2005, sous le patronage du Ministre des Finances, Dr Jihad Azour, et en sa présence, l'Institut des Finances, l'Institution Internationale pour la Gestion et la Formation et Amideast-Liban ont organisé un atelier de travail national sur «la consolidation des relations entre le ministère des Finances et les ONG de la société civile, concernant les impôts et taxes».
75 participants représentant la société civile et le Ministère des Finances ont assisté à la cérémonie d'ouverture, ainsi qu'un grand nombre de responsables des organes gouvernementaux concernés et des institutions internationales. Lors de la cérémonie d'ouverture, des discours ont été prononcés par M. Nazem El Khoury, membre du Comité exécutif de l'Institution internationale pour la gestion et la formation, Madame Lina Freige représentant l'Agence américaine pour le développement international et Madame Barbara Batlouni directrice d'Amideast ; enfin, le Ministre des Finances, Dr Jihad Azour, a pris la parole pour clore la séance.

Programme de l'atelier :

Les séances de travail ont regroupé 35 représentants des ONG et du Ministère et ont été axées autour de différentes affaires fiscales ; les principales recommandations qui en résultent se résument comme suit :

- Poursuivre cette approche d'ouverture à la société civile et organiser des sessions de formation spécialisées pour le personnel et les volontaires des organisations de la société civile sur les impôts ;
- Clarifier et amender l'article 5 de la loi des impôts sur le revenu et de la déclaration fiscale pour les non-résidents et reconsidérer le taux maximal fixé pour les dons et contributions qui peuvent être déduits des gains des sociétés commerciales ;
- Adopter le principe d'annualité des déclarations des impôts sur le revenu et les salaires ;
- Fixer un délai pour les réponses aux demandes de remboursement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- Reconsidérer certains textes juridiques douaniers appliqués aux associations ;
- Proposer un panier d'incitations aux ONG de la société civile pour les encourager à assumer leurs obligations fiscales.

À la fin de la réunion, un comité conjoint a été constitué afin de rechercher des moyens visant à exécuter ces recommandations et à proposer de nouvelles initiatives et activités. ■

Séminaire avec les experts et les spécialistes en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption

Le 9 août 2005, le Ministre des Finances a invité les experts et les représentants de la société civile actifs dans les affaires de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption à une séance de discussion et de dialogue en vue d'élaborer une stratégie et un mécanisme de travail visant à consolider la bonne gouvernance au Ministère des Finances.

Les participants ont cherché à déterminer les lieux et les risques d'abus de pouvoir au Ministère des Finances. Ils ont examiné le point de vue du secteur privé et de la société civile dans ce domaine. Ils ont également proposé des approches que le Ministère peut adopter afin d'améliorer ses compétences humaines et la qualité des services qu'il offre aux citoyens et de lutter contre les phénomènes d'abus de pouvoir. Ils ont aussi évoqué les moyens que le Ministère peut suivre pour dynamiser la responsabilisation. Enfin, ils ont discuté du rôle que la société civile va jouer pour soutenir le Ministère des Finances afin d'améliorer la qualité et le niveau de sa performance.

La rencontre a regroupé des spécialistes et des militants dans le domaine de consolidation de la bonne gouvernance parmi les responsables, chercheurs et professeurs d'université ainsi que de haut responsables du Ministère des Finances, avec à leur tête le Ministre Dr Jihad Azour. Le débat a été modéré par le professeur Dr Randa Antoun. Les participants ont présenté leurs propositions et idées peuvant contribuer à l'élaboration d'une stratégie globale de lutte contre la corruption. ■

LE SERVICE DES CONTRIBUABLES AIDE À LA FACILITATION DES TRANSACTIONS

À l'instar d'autres administrations publiques, les bureaux du Ministère des Finances, et en particulier la Direction des «fonds bâtis» et la Direction de l'«impôt sur le revenu» grouillent de citoyens qui veulent «régler» leurs transactions, ou de contribuables qui poursuivent leurs opérations de bureau en bureau, d'étage en étage.

C'est ce dynamisme dans ces deux directions, avant la mise en fonction du Service des contribuables, qui a fait des directions des «fonds bâtis» et de l'«impôt sur le revenu» à Beyrouth un exemple à suivre dans l'organisation et la facilitation des opérations des contribuables.

«Hadith El Malia» a interviewé Messieurs Abdelhafiz Sabra, Directeur des Fonds bâtis et Elias Haddad, responsable du Service des contribuables relevant de la Direction des «fonds bâtis».

Avant l'établissement des sections des services des contribuables…

Avant le lancement du Service des contribuables, l'opérateur de la transaction devait l'enregistrer au Registre de la Direction puis revenir quelque jours plus tard poursuivre son opération auprès du contrôleur fiscal. Au cas où sa transaction s'avérait incomplète ou ses papiers insuffisants, il ne pouvait qu'y retourner pour compléter son dossier et revenir l'enregistrer à nouveau au Registre.

Après le Registre de la Direction, la transaction passait chez le contrôleur fiscal, puis chez le contrôleur en chef et enfin chez le Chef de la Direction. Le contribuable devait poursuivre sa transaction auprès de toutes ces personnes jusqu'à finalisation. Certes, le contribuable est obligé de monter et de descendre les étages pour poursuivre ses transactions, recourant aux fonctionnaires et aux commissionnaires ainsi qu'à d'autres citoyens pour demander de l'aide.

Régler la transaction dans un délai précis

Aujourd'hui, et après l'établissement du Service des contribuables, le citoyen arrive au premier étage du siège de la Direction des revenus, enregistre sa transaction au Registre de la Direction avec laquelle il a l'intention de traiter. S'il s'avère que sa transaction est incomplète, le fonctionnaire le lui transmet immédiatement pour qu'il la complète avant de la faire transiter par le processus habituel. Mais si la transaction est complète, le fonctionnaire fixe au contribuable un délai précis au bout duquel il pourra revenir récupérer son dossier achevé. M. Abdelhafiz Soubra déclare que 90% des transactions sont accomplies dans les délais fixés. Quant aux 10% qui restent, elles accusent un retard dû soit au volume ou la complexité du dossier de la transaction ou bien à un problème dans la transaction elle-même, non visible au moment de sa présentation. Dans ce cas, le délai octroyé est prolongé pour que le contribuable puisse se procurer ce qui manque à sa transaction.

En ce qui concerne les obstacles auxquels les contribuables font toujours face, M. Soubra déclare que le nombre de fonctionnaires est trop petit pour assimiler la croissance démographique, la croissance des affaires et des projets dans la ville de Beyrouth. Sa Direction ne compte aujourd'hui que 30 fonctionnaires contre 40 en 1960. Pourtant, le règlement des transactions est désormais plus rapide depuis l'entrée en fonction du Service des contribuables.

M. Haddad ne se plaint point du manque de personnel, bien au contraire. Il considère que 100 fonctionnaires dans sa Direction constituent un nombre suffisant. Ces fonctionnaires peuvent contrôler la forme des transactions et en achever certaines le jour même. Ils peuvent répondre aux questionnements des contribuables par téléphone ou par écrit, sans aucun problème particulier.

Le Service des contribuables asans aucun doute soulagé les administrations et les fonctionnaires d'une part importante du fardeau. En cas d'application de ce système dans le reste des directions du Ministère des Finances et dans d'autres administrations publiques, ce Service pourra sans aucun doute réaliser le développement et la modernisation de l'Administration en faveur aussi bien de l'Administration publique que du citoyen. ■

LA DIRECTION DE LA TVA VOIT SA STRUCTURE APPROUVEE

Deux ans après la soumission du projet de loi sur l'organisation de la Direction de la Taxe sur la Valeur Ajoutée au Parlement, la Loi no 691 du 24/8/2005, qui organise sa structure au sein du Mnistère des Finances – la Direction des Finances Publiques, a enfin été promulguée.

Les cadres permanents de la Direction de la TVA sont composés de 331 fonctionnaires des différentes catégories relevant de quatre services: la législation et les politiques fiscales, les opérations, l'audit, la détaxe et la coordination administrative et financière, avec, pour chacun, plusieurs départements et des tâches précises.

NOUVELLES DES DOUANES

Du sang nouveau dans l'Administration des Douanes…

Afin d'accomplir parfaitement ses tâches, l'Administration des Douanes a dû remplir les postes vacants depuis la suspension du recrutement il y a plus de onze ans, en raison du départ en retraite de plusieurs fonctionnaires ayant atteint l'âge légal au sein des différentes catégories.
Pour introduire du sang nouveau dans l'Administration, le Conseil de la Fonction Publique a organisé fin 2004 un concours pour le poste de contrôleur adjoint aux Douanes, à l'issue duquel quelque deux cents candidats ont été sélectionnés. Le décret de désignation au poste de contrôleur assistant en exercice, visant la première partie de ces candidats a été émis vers le milieu de l'année 2005. Le nombre de candidats concernées par ce décret a été de 74, pour la plupart détenteurs de diplômes universitaires.
Dans le même but, le Conseil de la Fonction Publique a organisé des concours limités pour la promotion du grade de premier contrôleur et de contrôleur assistant à celui de contrôleur, et ce au début de l'automne 2005. Les résultats seront publiés durant la première moitié de novembre 2005 et seront suivis des décrets de promotion nécessaires. A l'issue de ce processus, les postes de contrôleurs adjoints vacants seront ultérieurement remplis. ■

Raymond Khoury
Contrôleur au Haut Conseil des Douanes

L'aministration des douanes poursuit l'application des nouvelles technologies

Deux équipes du PNUD ont présenté au Ministère des Finances et à l'UNCTAD le 16 septembre dernier au siège de l'Institut des Finances le système douanier ASYCUDA World que le Ministère des Finances a l'intention d'utiliser dans le cadre des efforts déployés pour intégrer les nouvelles technologies dans son Administration.
La présentation a été effectuée par le Directeur du projet du PNUD auprès du ministère des Finances, M. Salim Balaa, qui a effectué un aperçu des systèmes douaniers appliqués par le Ministère des Finances pendant la dernière décennie. Il a ensuite souligné l'importance du système douanier ASYCUDA que le Ministère compte introduire dans les activités relatives à l'Administration des Douanes ainsi que ses hautes caractéristiques techniques qui auront un effet positif quant à la facilitation des procédures d'import-export, notamment en ce qui concerne le règlement des procédures douanières et des marchandises ; en effet ce système fournit de nouvelles facilités aux Douanes et l'Administration publique et emploie des technologies nouvelles comme l'Internet et autres moyens de communication avancés.
Ont assisté à la cérémonie le Président du Conseil Supérieur des Douanes, M. Akram Chédid, le Directeur Général des Douanes, le Général Assad Ghanem, le PDG du Port de Beyrouth Hassan Koraitem, le Directeur technique d'ASYCUDA Genève Fabrice Millet, le Conseiller auprès du Ministre des Finances aux affaires douanières Georges Azar, et un nombre de fonctionnaires et d'agents douaniers.
En conclusion, l'expert Millet a apporté une explication détaillée du système et de la nécessité de son adoption dans l'Administration des Douanes. Il s'est également félicité de l'adoption par le Ministère des Finances de toute nouveauté technologique essentielle à son projet de modernisation. ■

Facilités d'introduction temporaire de conteneurs vides

En vue de faciliter les opérations d'exportation et de réexportation des marchandises par conteneurs, et pour alléger les tâches des exportateurs, le Directeur Général des Douanes, le Général Assad Ghanem, a pris la décision – exceptionnelle, mais dans le cadre des prérogatives stipulées par l'article 278 de la Loi des Douanes – d'autoriser les compagnies de fret à introduire temporairement les conteneurs vides qui leur reviennent et à les déposer dans des places spécialement aménagées à cette fin et situées hors de l'enceinte douanière du Port de Beyrouth, et ce pour une période maximale de six mois, en vue de les réexporter vides ou pleins ; ceci s'effectue en vertu de lettres d'engagement relatives à une telle situation. La décision du Directeur Général des Douanes suppose que soient couverts les conteneurs arrivant pleins de marchandises, une fois déchargés dans les dépôts des douanes ou dans les dépôts des commerçants. Ce mémorandum est entré en vigueur le premier septembre 2005. ■

Dons à la Croix-Rouge Libanaise: désormais une habitude

Depuis 2000, la Direction des Douanes offre un don en nature à la Croix-Rouge Libanaise. Cette initiative a été renouvelée cette année lorsque le personnel des Douanes a collecté la somme de 6.920.000L.L. qu'il a offert à la Croix-Rouge lors d'une cérémonie tenue le 13 septembre dernier au quartier général de la Croix-Rouge, en présence du président de l'organisation, le Général Léon, et du Directeur Général des Douanes, le Général Assad Ghanem, le Chef de la Section administrative, le Commandant Jabbour Hanna et le Président de la Direction des Affaires Administratives, le contrôleur principal Jamil El Debs. ■

UNE FORMATION DE GESTION FINANCIÈRE ADRESSÉE AUX COMPTABLES ET AUX RESPONSABLES FINANCIERS DANS LES INSTITUTIONS PUBLIQUES

Sous le haut patronage du Président du Conseil des Ministres M. Fuad Siniora, représenté par le Ministre des Finances, Dr Jihad Azour, l'IdF a célébré le 9 septembre 2005 la clôture du programme de formation en gestion financière adressé aux comptables et responsables financiers dans les institutions publiques et les agences autonomes; cette date couronne une des réalisations les plus importantes du parcours de l'Institut au courant de 9 ans écoulés dans la formation.

Ce programme a été organisé à la recommandation de l'ancien Président du Conseil des Ministres martyr M. Rafic Hariri, suite à une proposition de l'ancien ministre des Finances M. Fuad Siniora. A la fin de la cérémonie, des certificats de participation ont été remis aux participants, en présence d'un grand nombre de hauts responsables du MdF et d'institutions publiques et privées.

Préparatifs

Des rapports ont été rédigés au courant de l'année 2004 par le MdF à l'attention du Conseil des Ministres, faisant état de la situation des institutions publiques et évaluant leur niveau de productivité, de gestion financière et comptable et leurs besoins en formation. En conséquence, l'IdF a été chargé d'organiser le programme qui a été lancé le 11 janvier 2005.

Objectifs

- Approfondir les connaissances des personnes concernées par les lois régissant les institutions publiques et leur contrôle.
- Développer les connaissances des fonctionnaires travaillant sur les taxes et les droits imposés aux institutions publiques et les informer des normes d'application.
- Situer le cadre général de la relation entre les institutions publiques et le MdF.
- Doter les participants d'outils leur permettant d'appliquer les principes de comptabilité conformément au schéma comptable appliqué dans le secteur public libanais, notamment de comptabilité à partie double.
- Parvenir à une bonne application des normes de préparation du budget et de clôture des comptes et des marchés publics.

Contenu

Le programme s'est étalé sur deux phases, la première obligatoire portant sur des sujets techniques comme la préparation du budget et la clôture des comptes et les lois.

La deuxième partie, facultative, a englobé des sessions de comptabilité commerciale et des ateliers portant sur les normes comptables internationales.

Quelques chiffres

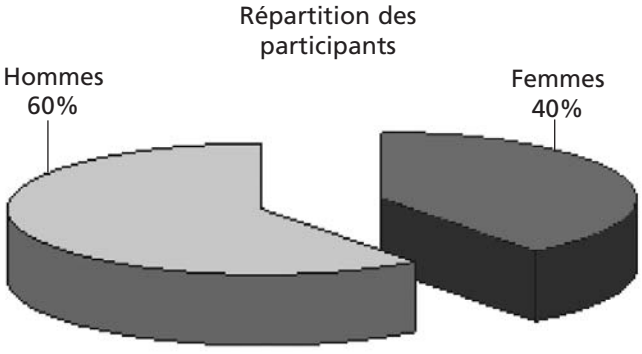
La formation s'est étalée sur 315 heures et a porté sur 11 sujets différents. La durée de formation par fonctionnaire a atteint les 46 heures. Le nombre total des participants a atteint 251 fonctionnaires.

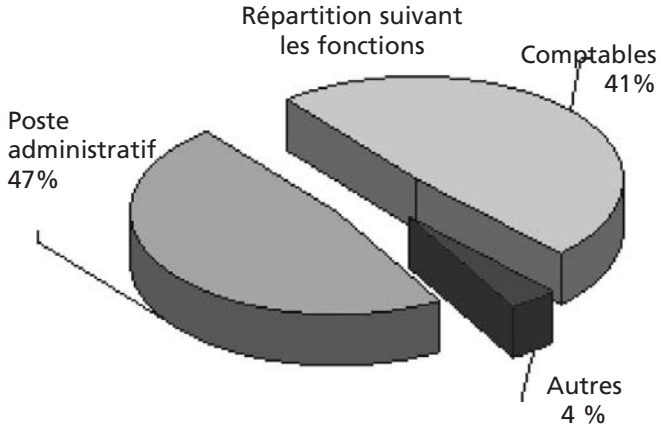
85 institutions et administrations ont été invitées à participer à cette formation ou y ont manifesté leur intérêt ; 69 ont effectivement pris part au programme, réparties comme suit : 50 institutions publiques libanaises sur un total de 63, en notant la participation des différents bureaux de l'Office des Eaux, et des organismes de contrôle concernés, 16 hôpitaux publics sur 22, 13 autorités de tutelage sur 15. Trois administrations participantes n'étaient pas mentionnées dans la circulaire du président du conseil des ministres : le ministère de la Défense, le ministère du Tourism et celui de l'Agriculture.

Quant au niveau des participants, il a varié entre les différents groupes en raison du manque de formation de certains et des opportunités que d'autres avaient, de même que le recrutement aléatoire dans le secteur public au cours des dernières années.
La majorité des participants de diverses fonctions et catégories ont montré un intérêt et une participation notable, et ont manifesté leur souhait de participer à de nouvelles formations notamment dans le domaine de l'informatique et des langues.

CONTENU

- Le budget
- La clôture des comptes
- La comptabilité administrative
- Les marchés publics
- L'impôt sur le revenu
- Le droit de timbre
- La TVA
- La comptabilité commerciale
- Les normes comptables internationales
- Les règlementations financières et administratives régissant les opérations des institutions publiques et leur contrôle.





Le commencement d'une nouvelle étape…

Sans aucun doute, le programme a préparé le terrain à une nouvelle étape dans la communication entre le MdF et les agences publiques autonomes.

Il demeure toutefois important que les responsables de ces institutions bénéficient de cette initiative en développant leurs partenariats, en vue d'améliorer les pratiques communes dans l'intérêt public. Aussi, il est essentiel que les fonctionnaires participants se conforment sérieusement à leur engagement qui consiste à améliorer leurs performances et à transmettre les connaissances acquises tout en perectionnant leurs pratiques et en trouvant des solutions aux problèmes qui ponctuent leur travail quotidien.

De son côté, l'Institut des Finances respectera ses engagements de collaboration avec les institutions dans le développement des compétences des fonctionnaires afin d'adapter leurs connaissances aux changements ; tous ces efforts servent certes l'objectif ultime: Offrir un service meilleur au citoyen et assurer une meilleure gestion des biens publics. ■

AU JOUR LE JOUR

Formation des contrôleurs en chef de la DG

Sous le haut patronage du ministre des Finances, Dr Jihad Azour, et du ministre d'Etat pour les Affaires administratives, Dr Jean Oghassapian, l'Ecole Nationale d'Administration a lancé le 12 septembre 2005 une formation adressée aux contrôleurs en chef, aux contrôleurs internes et aux chefs des départements comptables à la Direction générale des Finances. Dans son discours, le ministre Azour a souligné l'importance de l'objectif de cette formation qui consiste à faire du MdF un modèle à suivre au niveau du développement des ressources humaines et des procédures de travail.

Convention de non double imposition entre le Liban et le Pakistan

Le Liban et le Pakistan ont signé un accord visant à éviter la double imposition. Les deux pays ont été respectivement représentés par le ministre des Finances, Dr Jihad Azour et l'ambassadeur S.E.Mme Asma Annissa. La signature a eu lieu au cours d'une cérémonie tenue le 31 août 2005 en présence de M. Elie Maalouf, Directeur des Finances par intérim, M. Louai El Hajj Chehadé, Directeur des Recettes, la Directrice de l'Institut des Finances Mme Lamia El Moubayed Bissat et des représentants de l'amicale libano - pakistanaise. Le Liban a déjà conclu jusqu'à ce jour 41 accords visant à éviter la double imposition avec différents pays, mesure qui encourage les investissements et améliore les recettes économiques et financières du Trésor libanais.

Accueil d'une délégation égyptienne au service des grands contribuables

Le MdF et l'IdF ont accueilli les 18 et 19 août 2005 une délégation du ministère égyptien des Finances, composé de 7 hauts responsables dont un conseiller au ministre des Finances, le directeur exécutif du service des grands contribuables, et d'autres responsables dans les départements de formation et de gestion de ressources humaines et informatique.
La délégation s'est rendue au service des grands contribuables pour observer les procédures suivies et poser des questions aux responsables informatiques, et ceci dans la perspective d'établir une relation de partenariat durable et d'étudier l'expérience libanaise relative à l'informatisation des formalités fiscales. La visite sur le terrain a également compris la discussion du calendrier d'activité du service égyptien des grands contribuables et des besoins du service notamment en matière de formation et d'informatisation.

La délégation a aussi observé les outils de travail et le fonctionnement de l'IdF, concernant l'organisation des différents programmes de formation. La visite s'est terminée par un entretien du chef de la délégation avec le ministre libanais des Finances. En conclusion le conseiller du ministre égyptien des Finances a remercié le MdF pour son accueil et pour les services rendus afin de faciliter la modernisation du MdF égyptien.

Le ministre de l'Etat pour la Réforme Administrative à l'IdF

L'IdF a accueilli le 18 août le ministre de l'Etat pour la Réforme Administrative Dr Jean Oghassapian qui s'est entretenu avec le ministre des Finances Dr Jihad Azour sur la possibilité de financer des programmes de développement administratif par la Banque mondiale et le Fonds arabe pour le développement économique et social.
Suite à leur réunion, les ministres ont donné une conférence de presse au cours de laquelle le ministre Oghassapian a souligné l'importance de l'homogénéité du pouvoir exécutif, de sa prise de conscience des problèmes en question et sa crédibilité. Aussi il a mis l'accent sur la mission des autorités et de leur capacité à mettre en application leur vision, notamment au niveau du développement des RH.

Le ministre Azour quant à lui a déclaré que la collaboration entre les deux ministères avait fait un grand pas en avant au cours de la dernière décennie, et qu'elle a été couronnée par un nombre de projets communs. Cette visite du ministre Oghassapian à l'IdF prouve l'importance du rôle de l'Etat dans le développement des RH, notamment au sein des administrations publiques.
Pour conclure, la directrice de l'IdF, Madame Lamia El Moubayed Bissat a présenté les activités de l'Institut et les outils de formation et de développement des RH. ■

Le Ministre Oghassapian:
"Remettre en question les normes pédagogiques"

Le Ministre Azour:
"Pour le recrutement et l'assignation des postes suivant les compétences et le support aux réformateurs"

ECONOMIE, FINANCES…

➢ Des mesures préventives prises par le MdF

Le ministre des Finances a souligné l'importance des initiatives visant à améliorer la situation économique et financière et à appliquer les réformes requises. De plus, le ministère a pris une série de mesures préventives afin de parer à tout imprévu lié à la situation politique, ce qui a mené à une nette amélioration de la balance des paiements, de l'activité de la bourse et de la situation des finances publiques au courant des mois d'août et septembre 2005 et de la stabilisation des marchés financiers; le MdF a par ailleurs été capable d'augmenter le surplus au courant du mois d'août à 500 milliards de livres libanaises.

➢ Un protocole de coopération avec la BM contre le gaspillage

Un protocole de coopération a été établi avec la Bnaque Mondiale, visant à évaluer le niveau de gaspillage. Il comprend, à par une étude des niveaux financier, administratif et institutionnel, une évaluation et un repérage des risques de gaspillage et de mauvaise gestion.

➢ Le taux de change de la livre libanaise n'a pas ete débattu à N.Y.

Le ministre des finances a déclaré que le taux de change de la livre libanaise n'a pas été discuté au cours des réunions de New York, indiquant que le FMI a changé de point de vue à ce sujet dans la mesure où tout changement du taux affecterait négativement le Liban.

➢ Un programme de réformes "purement libanais"

Le ministre des finances a déclaré à plusieurs occasions que le programme de réformes serait "purement "libanais", et que le projet proposé par le gouvernement à la communauté internationale reflèterait largement les projets proposés par les partis politiques et les instances économiques.

➢ Budget 2006 : pas de nouvelles charges sur le citoyen

Le ministre des Finances a annoncé que le budget 2006, en cours de préparation, allait mettre le Liban sur une nouvelle voie et qu'il n'impliquerait pas de nouvelles charges incombant aux citoyens. Le ministre a ajouté que le Trésor avait subi des pertes concernant les droits déduits sur l'essence sans aucun ajustement de la loi relative.

LE SPORT FAVORI DES RICHES: LA COURSE CONTRE L'IMPÔT

Point commun des nouveaux riches: ils détestent voir leur fortune tomber dans les caisses du percepteur. Pour y parer, les 65 paradis fiscaux de la planète ont tout prévu: prête- nom, société écran …

Par tous les moyens, les grosses fortunes tentent de passer au travers des filets des administrations fiscales même les plus gourmandes. Et la voie royale, est de trouver un havre fiscal cumulant deux avantages: une taxation voisine de zéro et un secret bancaire. A l'échelle de la planète, cette fuite des millionnaires engendre des flux colossaux: 65 paradis fiscaux gèrent 29500 milliards de francs (plus de 40% de la fortune privée mondiale). Destinations les plus prisées: le Luxembourg, la Suisse et les Caraïbes. En fait, en quelques heures, une société peut y être créée en "totale confidentialité" sans aucune obligation de révéler l'identité des propriétaires.

Dans la course- poursuite entre les riches et le fisc, ce dernier est souvent perdant. Les conseillers financiers utilisent les failles de la législation pour éviter les taxes en toute légalité. Pour acquérir une société, clé à la main, il suffit d'envoyer un mail à l'un des spécialistes de cette "industrie de masques". Le client reçoit une liste impressionnante de plusieurs centaines de noms.

De plus, Panama accorde des réductions:

- 5% de réduction pour 50 sociétés écrans achetées
- 10% jusqu'à 100
- 15% à partir de 150

Pas étonnant que le

Panama soit le paradis fiscal le plus peuplé en entreprises de ce type, avec 325000 sociétés enregistrées (jusqu'à 2002). Mais les iles vierges britanniques talonnent l'état d'Amérique centrale, avec plus de 210000 sociétés, soit près de 17 par habitant, et environ 115 nouvelles enregistrées chaque jour.

L'utilisation la plus pratique de ces sociétés est la fraude fiscale, en transférant discrètement actifs et revenus. Par exemple, Peter Graf, père de la championne de tennis Steffi Graf aurait soustrait au fisc plus de 62.7 millions de francs, détournés vers une société écran au Pays- Bas, un pays très souple sur le plan fiscal. Les revenus publicitaires et les primes de sa fille étaient ensuite acheminés vers les Antilles Néerlandaises et le Liechtenstein.

De même, Kitaro Watanabe, milliardaire Japonais, classé 6ème fortune mondiale par le magasine Fortune, a été arrêté: il est soupçonné d'avoir transféré près de 53 millions de francs sur les comptes des sociétés écrans pour échapper à ses créanciers.

Bref, pour la plupart de ces millionnaires, ressortissants des pays où la pression fiscale est lourde, "trop d'impôt tue l'impôt". C'est pourquoi ils ont choisi de faire fuir leur fortune. Parce qu'à leurs yeux, l'impôt ne fait que taxer le travail et la compétence. ■

DES FORTUNES QUI ONT QUITTÉ LA FRANCE

Des chefs d'entreprise :

- Alain AFFLELOU pour la Suisse
- Victor AMARA, PDG de Sogeris, pour Bruxelles
- Caroline ARPELS, présidente du conseil de surveillance de Van Cleef & Arpels pour la Suisse
- Corinne BOUYGUES pour la Suisse
- Pierre Cardin pour la Suisse
- Jean Louis DAVID aux îles Caïmans
- François DALLE, ancien PDG de l'Oréal, pour la Suisse

Des artistes :

- Alain DELON en Suisse
- Charles AZNAVOUR en Suisse

Des sportifs :

- Henri LECONTE (joueur de tennis)
- Alain PROST en Suisse (Pilote de Formule 1)
- Richard VIRENQUE en Suisse (cycliste)

Gretta Mhanna
Unité de Recherche et d'Analyse Fiscale

REDACTION ET PRODUCTION

La lettre interne du ministère des Finances
Editée par l'Institut des Finances
Adresse: 512, Corniche al-Naher
B.P. 16-5870
Beyrouth, LIBAN
Tél: 01-425147/9 Fax: 01-426860
Site Web: www.if.org.lb
Réalisation: Loubna Boustany
Supervision: Lamia El Moubayed Bissat
Photographe: Int'l Pictures et la camera de l'Institut
Imprimée par: Arab Printing Press
Ont participé à la rédaction et la révision: Jinane Douaihy et Sabine Hatem.

حديث المالية

الجمهورية اللبنانية
وزارة المالية

النشرة الداخلية لوزارة المالية اللبنانية

تصدر عن المعهد المالي - العدد ٢٢، تشرين الأول ٢٠٠٥

البرنامج التدريبي في الإدارة المالية للمحاسبين والمسؤولين الماليين في المؤسسات العامّة والمصالح المستقلة وسلطات الوصاية عليها (ص١٢)

الافتتاحية

مقابلة مع وزير المالية: الدكتور جهاد أزعور يفصّل الخطط المستقبلية لوزارة المالية

أجرى فريق تحرير "حديث المالية" مقابلة مع وزير المالية الدكتور جهاد أزعور بعد تسلّمه مهامه في ٢١ تموز ٢٠٠٥. وهدف اللقاء إلى استعراض تحدّيات المرحلة المقبلة، وسؤاله عن رؤية وزارة المالية والوسائل التي ستعتمدها لاسترجاع ثقة المواطنين وعن رسالته إلى الموظفين، لاسيّما الشباب منهم... حمل ردّ الوزير التفاؤل لناحية مستقبل وزارة المالية حيث عرض عناوين طموحة وواضحة تترجم العزم في التغيير والتخطيط له...

آفاق المرحلة الراهنة

على صعيد التحدّيات، فضّل الوزير أزعور اعتماد كلمة "آفاق المرحلة" واعتبر أنها مبنيّة على جعل وزارة المالية مثالاً لما تصبو إليه إدارة القرن الـ ٢١، من خلال العمل على أربعة محاور هي: تطوير الجهاز البشري، وتحديث أساليب العمل، وخلق ثقافة مؤسساتية خاصة بوزارة المالية تعطيها هوية واضحة وميزة، والعمل كفريق واحد ضمن رؤية موحدة للأهداف ولشرعة العمل من خصائصها:

- تأمين الخدمة العامة بأفضل طريقة وأقل كلفة للمواطن.
- إدارة السّياسة الماليّة والاقتصادية بحكمة وشفافية.
- إدخال الإصلاح اللازم لخلق إدارة عصريّة تستعمل الوسائل الحديثة في العمل.
- تحويل وزارة المالية إلى مركز لاستقطاب الكفاءات ولتطوير القدرات في القطاع العام. وأضاف الوزير أزعور إن من أولى المهمات التي سنسعى لتحقيقها في وزارة المالية هي وضع رؤية جديدة وإستراتيجية عمل لوزارة المالية اللّبنانية تأخذ في عين الاعتبار المتغيرات الأخيرة التي واجهتها البلاد والتحديات المقبلة ورغبة الشعب اللبناني في تعزيز فرص النمو الاقتصادي وحسن إدارة المال العام.

◄ ◄ ◄

في هذا العدد

الافتتاحية

التدريب
- المعهد المالي يطلق برامج التدريب الوظيفي في وزارة المالية (ص١)
- قانون العمل والقانون الإداري في محور اهتمامات التدريب (ص٢)
- لقاءات دورية لتفعيل آلية التحصيل في المالية العامة (ص٣)
- "نظام القضايا" و"تكنولوجيا البضائع" في الجمارك (ص٣)

شركاء في التدريب
- برنامج "إحصاءات التجارة الخارجية" ضمن مشروع البنك الدولي لتعزيز القدرات في العراق اختتام أولى نشاطات التعاون مع المركز الإقليمي للمساعدة الفنية للشرق الأوسط التي استضافها المعهد المالي (ص٤)
- السفير الفرنسي يشيد بجهود المعهد المالي في مجال التدريب في القطاع العام (ص٥)

أخبار الوزارة
- من التواص إلى التفاعل: وزارة المالية والمعهد يعيدون إطلاق لجان التشاور المشتركة (ص٦)
- تعزيز الإدارة الرشيدة ومكافحة الفساد في وزارة المالية يبدأ بحلقة حوار مع الخبراء والاختصاصيين وممثلي الجمعيات (ص٦)
- فرع خدمة المكلفين يساهم في تسهيل إنجاز المعاملات (ص٨)
- مديرية الضريبة على القيمة المضافة في هيكليتها الجديدة (ص٩)
- خفض الفائدة على ضريبتي الدخل والأملاك المبنية إلى ٩٪ (ص٩)

آخر أخبار الجمارك

مشاريع جديدة
- نحو رؤية وخطة عمل جديدة لوزارة المالية وزارة المالية تطل على المواطنين عبر شاشات التلفزة (ص١١)

الملف:
- البرنامج التدريبي في الإدارة المالية للمحاسبين والمسؤولين الماليين في المؤسسات العامّة والمصالح المستقلة وسلطات الوصاية عليها (ص١٢)

أخبار سريعة (ص١٥)
حديثكم حديثنا (ص١٦)
حياة الوزارة (ص١٧)
المكتبة المالية (ص١٨)

الافتتاحية

هذه الأهداف التي لا يمكن أن تتحقق إلا من خلال تحقيق أهداف وزارة المالية بالارتقاء بأدائها إلى مستوى يتوافق مع متطلبات عصر المعرفة وبشكل يجعل منها عنصر منافسة في الاقتصاد ويساهم في توفير الخدمة الأفضل للوطن والمواطن. هذا بالإضافة إلى متابعة العمل في مشاريع التحديث والتطوير في المالية العامة والدوائر العقارية والمساحة والجمارك، والتشديد على تطوير كفاءات الموظفين والعاملين فيها لتحقيق ذلك من خلال المعهد المالي.

تغيير المقاربة المعتمدة

وقال الوزير إننا حالياً في مرحلة جديدة، فبعد أن شمل الإصلاح البنى التحتية والإجراءات العمليّة، آن الأوان أن يتناول

العلاقة مع الأطراف المعنية وأن نبدأ في خلق رؤية جديدة لوزارة المالية نلتزم بها ونبدأ بإيجاد القدرات البشرية الأفضل للعمل في المكان المناسب وبتطوير أساليب العمل وتعزيز حسّ المسؤوليّة وأخلاقيّة العمل. وتحقيقاً لهذه المبادئ تمّ استحداث ما سمّي باللّجان الإداريّة المشتركة (Management committees) وهي تتألف من موظفين من مديريّات مختلفة أو تكون لجان داخليّة ضمن بعض المديريّات، تجتمع دورياً لتقريب وجهات النظر وتوحيد التطبيقات وأخذ قرارات وخلق جسور تواصل داخلي وتعزيز التواصل الخارجي وتسهيل الإجراءات أمام المواطنين.

خدمة المواطن وأخلاقية العمل

هنا شدد الوزير أزعور على أهمية خدمة المواطن من خلال تحسين نوعية الخدمات والتخفيف من العقبات وتعزيز الشفافية وتوفير المعلومات.وتابع الوزير أزعور إن من الأهداف التي سنسعى إليها، رفع مستوى أخلاقية العمل، والالتزام بالشفافية وتعزيزها، وتطوير إمكانات المعالجة الإلكترونية للمعاملات وللضرائب (e-government & e-taxation) ومخاطبة الناس والتواصل معهم بشكل منهجي ومتواصل من خلال لجان تشاور مشتركة تبدأ العمل قريباً مع الهيئات الاقتصادية ونقابات المهن الحرة ومؤسسات القطاع الأهلي بشكل يتعزز فيه التواصل بين هذه القطاعات ووزارة المالية وينتقل معه من مرحلة التواصل إلى مرحلة التفاعل الهادف والبناء. يأتي هذا التوجه من التزامنا بما جاء في البيان الوزاري من "تحسين نوعية الخدمات للمواطنين واحترام حقوقهم وكرامتهم بغية نيل ثقتهم بوصفهم يشكلون الهدف الأساس لعمل ودور مؤسسات الدولة وإدارتها وذلك من خلال اعتماد أساليب عمل حديثة وبسيطة وسريعة وشفافة كذلك في توسيع وتطوير مجالات الحكومة الالكترونية وسيلة حديثة لخدمة المواطنين". وذلك مع مراعاة القوانين المؤتمن على تطبيقها كل من الإدارة والإداريين. وهذا من العناصر الرئيسة في تعزيز ثقة المواطنين.

دور العنصر البشري

نهاية تحدث الوزير عن الدور الأساسي الذي سيلعبه تطوير الطاقات البشرية، مشدداً أنه "لا إصلاح من دون إصلاحيين" وأنهم موجودون في الإدارة، و"أن دورنا كمسؤولين هو إعطاءهم الفرصة وتقديم ما يلزم من دعم معنوي ومساندة وإمكانيات تمكنهم من تحقيق تقدم كلّ في إدارته ومجال عمله. وعندما نوفر لهم هذه الإمكانات وكذلك فرص الإطلاع والمقارنة من خلال التدريب والتعليم والتطوير نكون قد وضعنا الإدارة على الطريق الصحيح. وفي هذا الإطار لا بد من التنويه بالمعهد المالي وبدوره في هذه العمليّة وكذلك التأكيد على التزامي تفعيل دوره على مستوى جميع إدارات وزارة المالية.

رسالة الوزير إلى الموظفين

تلخّصت رسالة الوزير أزعور إلى الموظفين بالتذكير بأهمية مشاركة كل منهم في تغيير المقاربة المعتمدة تحقيقاً لآمال اللبنانيين بغد أفضل وبأهمية أن يكونوا حاملي شعلة التغيير داخل الإدارة وخارجها من خلال ممارستهم لدورهم على ضوء احترامهم لحقوق المواطنين ووعيهم لأهمية بناء الثقة بين المواطن والإدارة. وختم قائلاً إن كفاءة وأخلاقية العنصر البشري هي الأساس في بناء المرحلة القادمة وسوف يكون اعتمادنا على القياديين الذين يتحلون بهذه الصفات مع حرصنا على تعزيز دور الشباب والصبايا كما جاء في حديثه.

سيرة وزير المالية الذاتية

يشغل الدكتور جهاد أزعور منصب وزير المالية منذ تسلّمه مهامه في ٢١ تمّوز ٢٠٠٥ بعد أن عمل ست سنوات متواصلة مستشاراً لوزير المالية اللبنانية بين ١٩٩٩ و٢٠٠٥. الدكتور أزعور صاحب خبرة مهنيّة غنيّة في القطاعين العام والخاص. فقد كان مدير شركة AM & F العالمية للاستشارة الإدارية منذ العام ١٩٩٦ ولغاية ١٩٩٨. كما شغل منصب مستشار المدير العام لصندوق الودائع والأمانات، وهي من أهم المؤسسات المالية العامة الفرنسية، بين عامي ١٩٩٣ و١٩٩٤. وكان قد عمل قبلها في شركات استشارية مرموقة على غرار شركة "مكنسي" Mc Kinsey and Company العالمية للإدارة، وشركة "سان غوبان" Saint-Gobain وهي مجموعة صناعية كبيرة. وتندرج في سجله أيضاً خبرته في المجال الأكاديمي لاسيما في الجامعة الأميركية في بيروت، ضمن برنامج شهادة الماجستير في العلوم المالية والمصرفية. وهو صاحب مؤلفات ومقالات عديدة في الاقتصاد والقانون والمصارف نشرت في دوريات متخصصة.

المعهد المالي يطلق برامج التدريب الوظيفي في وزارة المالية

شهد التدريب في المعهد المالي خلال العام ٢٠٠٥ نقلة هامّة. فقد سبق وتركّزت النشاطات التدريبية في السنوات السابقة إما على برامج التدريب المستمر للموظفين في وزارة المالية وإما على برامج التدريب الإعدادي للموظفين الملحقين حديثاً بملاك الوزارة لاسيما منهم المراقبين والمحتسبين في الفئة الرابعة.

وعلى ضوء المناقلات التي شهدتها الوزارة في الوظائف واستحداث الوحدات الجديدة، تزايد الطلب من الإدارة وخصوصاً من القيّمين على مديرية الواردات لتطوير برامج التدريب الوظيفي، وهي برامج متكاملة تعرّف الموظف بشكل معمّق على وظيفته الجديدة وتساعده على اكتساب المهارات اللازمة للقيام بالمهام الموكلة إليه. وتوجهّت أولى البرامج في هذا الصدد إلى جهاز مراقبة التحقق في مديرية الواردات في آذار ٢٠٠٥، ثم بدأ العمل على برنامج الأملاك المبنيّة للمراقبين المعينين حديثاً فبرنامج التدريب لكبار المكلفّين. ويعمل المعهد حالياً بالتعاون الوثيق مع رؤساء الدوائر ومجموعة من المراقبين الرئيسيين بإشراف مباشر من مدير الواردات على تطوير برنامج خاص بتدقيق ضريبة الدخل للمراقبين المولجين القيام بهذه المهمة على أن يستهلّ العمل به في مطلع شهر كانون الأول ٢٠٠٥.

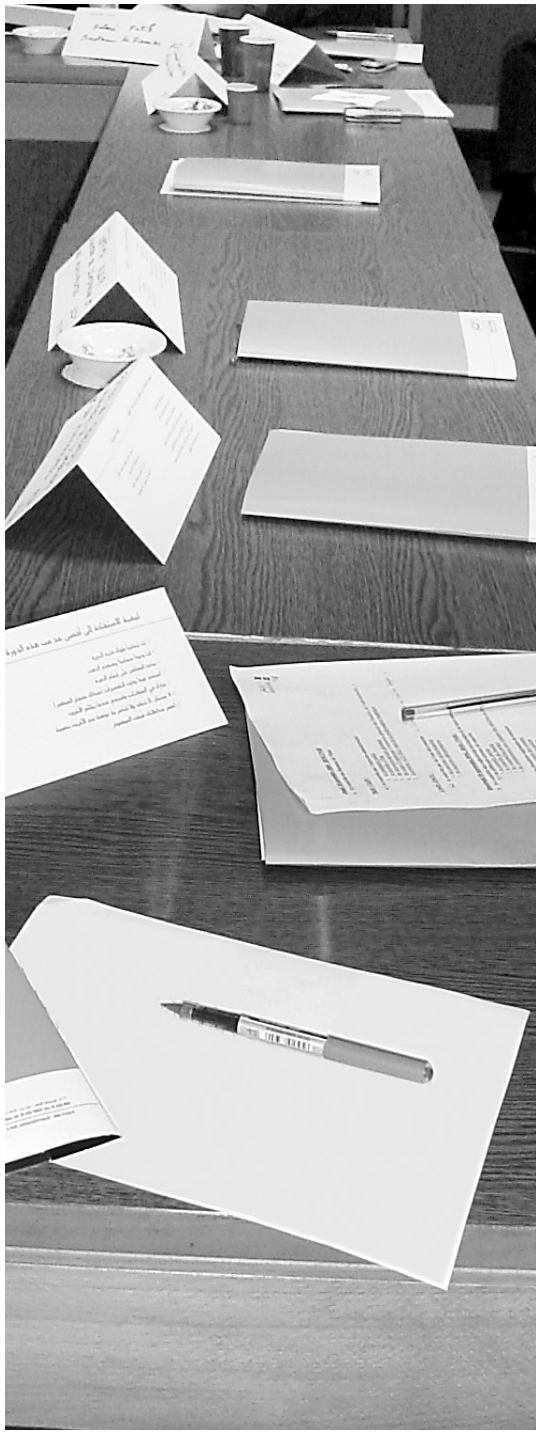
برنامج كبار المكلّفين

في ٣ آب ٢٠٠٥، بدأ تنفيذ البرنامج التدريبي الخاص بالمراقبين الرئيسيين والمراقبين في دائرة كبار المكلّفين في وزارة المالية. يأتي هذا البرنامج في مرحلة تحضير الموظفين للقيام بمهامهم لاسيما في موضوع تدقيق المصارف وشركات التأمين. استهلّ البرنامج بجلسة تمهيدية حول التصميم المحاسبي العام مع رئيس دائرة ضريبة الدخل، الأستاذ سركيس صقر. تلا الجلسة التمهيدية دورتان مكثفتان، الأولى في موضوع المحاسبة المصرفية مع الأستاذ إيلي مقدسي والثانية حول قانون النقد والتسليف وأصول تدقيق المصارف مع رئيس دائرة رسم الانتقال، السيدة حياة نادر. يذكر أن برنامج المحاسبة المصرفية قد أنجز بالتعاون مع مركز الدراسات المصرفية وجمعية مصارف لبنان من ضمن اتفاق التعاون الموقع مع المعهد المالي.

المراقبون الجدد في دائرة الأملاك المبنية

في إطار تحضير المراقبين الجدد لمهامهم في دائرة الأملاك المبنية في بيروت، نظّم المعهد المالي دورة تدريبية حول قانون ضريبة الأملاك المبنية في الفترة الممتدة من ٢٨ حزيران لغاية ٨ تموز ٢٠٠٥. تناولت الدورة القانون والأحكام والتعاميم المتعلقة بتطبيقه وأصول التكليف وكيفية احتساب الضريبة والإخراج عن نطاق الضريبة وحالات الإعفاءات والزوال والوقف والغرامات وحالات تطبيقية عدّة. تولّى تنفيذ البرنامج المراقب الرئيسي المتقاعد الأستاذ محمد موصللي ومراقب التحقق الأستاذ مصطفى علاء الدين الذين ساعدا المراقبين المعيّنين حديثاً على تعميق فهمهم لمهامهم ولقانون ضريبة الأملاك من خلال خبرتهما العملية الطويلة في هذا المجال. واستكمالاً لهذا البرنامج، تم تخصيص جلستين عمل حول الأصول القانونية والتطبيقية المتعلقة بآلية الاعتراض على ضريبة الأملاك المبنية ومهل البت بها مع الأستاذ إميل ديراني. ■

قانون العمل والقانون الإداري في محور اهتمامات التدريب

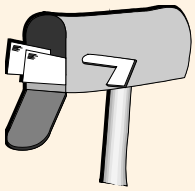


مدخل إلى قانون العمل

نظّم المعهد المالي دورتين تدريبيتين للمراقبين الرئيسيين والمراقبين في دائرة ضريبة الدخل على الرواتب والأجور في موضوع قانون العمل ومدى تأثيره على الضريبة على الرواتب. أعدّ المادة التدريبية المحامي فادي قاعي في حين تولّى التدريب القاضي جورج عطية وقد امتدت الدورة على ١٤ ساعة عمل تخللها نقاشات وتطبيقات عملية (الأولى من ٣٠ آب لغاية ٢٠ أيلول ٢٠٠٥ والثانية من ٢٢ أيلول لغاية ٢٠ تشرين الأول ٢٠٠٥).

أتت هاتان الدورتان لتعززا الثقافة القانونية للموظفين ولمساعدتهم على فهم عقد الاستخدام وشروطه وآثاره وكيفية انتهاءه ونتائج انتهاء العقد وطرق المراجعة، كما ركّزتا على علاقات العمل الجماعية لناحية صحة انعقاد عقد العمل الجماعي ومضمونه.

"أصول إعداد النصوص والمراسلات الإدارية في الإدارة العامة"



سعياً للتعرّف عن كثب على أنواع المراسلات في الإدارة العامّة وللتزوّد بمهارة إعداد هذه المراسلات ضمن القوانين الإدارية المرعية الإجراء وإلى حسن استعمال أحكام وبنود القانون الإداري المتعلق بالمراسلات الإدارية، نظّم المعهد المالي دورتين تدريبيتين حول "أصول إعداد النصوص والمراسلات الإدارية في الإدارة العامة" للموظفين في وزارة المالية وفي العديد من الوزارات الأخرى (الأولى من ١٢ لغاية ٢٣ أيلول ٢٠٠٥ والثانية من ٢٦ أيلول لغاية ٧ تشرين الأول ٢٠٠٥). تناول البرنامج مبدأ التسلسل الإداري العمودي والأفقي وأنواع المراسلات وتصنيف النصوص القانونية مع التركيز على الإرشادات العملية لناحية المضمون والشكل. وتعاون المعهد في هذا الصدد مع الأستاذ داني جدعون، مراقب أول في مجلس الخدمة المدنية.

"مدخل إلى علم القانون وتراتبية النصوص القانونية"

نظّم المعهد للمهتمين في وزارة المالية حلقتي عرض ونقاش في ١٨ و٢١ تموز ٢٠٠٥ تولاهما الأستاذ إميل ديراني حول كيفية التمييز بين القانون العام والقانون الخاص وتراتبية النصوص القانونية ومصادر القانون وكيفية تطبيقه بالإضافة إلى خصائص القوانين الضريبية.

لقاءات دورية لتفعيل آلية التحصيل في المالية العامة

في إطار السعي لإثارة نقاش معمق حول آلية التحصيل في المالية العامة وكيفية تفعيلها، انعقدت خمسة لقاءات عمل في الفترة الممتدة بين ١ حزيران ٢٠٠٥ و٦ تموز ٢٠٠٥ ضمّت مجموعة من المعنيين في مختلف مديريات المالية العامة والمركز الآلي. افتتح اللقاءات مدير المالية العام، الأستاذ آلان بيفاني، الذي أثنى على الجهود الحالية لتفعيل التحصيل وشدد على أهمية تطوير العمل لاسيما في ما يتعلق بقاعدة المعلومات الحالية حول المكلفين وبضرورة التنسيق بين إدارات التحقق والتحصيل لتقديم خدمة سريعة وفعّالة إلى المواطن. وخلصت هذه اللقاءات إلى سلسلة توصيات تفصيلية واقتراحات عدّة نذكر منها:

◄ ◄ ◄

- العمل على مكننة كافة جداول التكليف والإعلانات المستعجلة وتحديد المهل اللازمة لإنجاز هذه المهمة وأن يصار إلى ربط الجداول إلكترونياً بنظام التحصيل.
- متابعة موضوع إبلاغ مستندات التكليف إلى المكلفين والعمل على توحيد إجراءات التبليغ.
- اقتراح تشكيل فريق عمل لمتابعة موضوع العقبات التي تواجهها وزارة المالية مع شركة ليبان بوست؛
- اقتراح تشكيل فريق عمل لتحديد وتوحيد كيفية احتساب غرامات التأخير لمختلف أنواع الضرائب؛
- تنظيم عملية تحصيل الضرائب من المكلف المفلس ومكننة عملية الإفلاس؛
- مراجعة التقارير الصادرة عن نظام التحصيل بهدف تعديلها وتنقيحها بما يتلاءم مع حاجات وحدات التحصيل ويسهل عليهم القيام بمهامهم؛
- مكننة عملية الدفع بشكل يضمن تشطيب المبالغ المتوجبة مباشرة عند تسديدها؛
- إنتاج أدلة ومطبوعات موجهة للمواطنين يمكن أن تساهم في توعية المكلّف وتسهيل تعاطيه مع دوائر التحصيل المختلفة. ■

المشاركون في لقاءات تفعيل آلية التحصيل

١. **مديرية الخزينة والدين العام:** الآنسة نورما نمر، السيدة جومانا تقي، السيد سيمون رحال، السيد نسيب سرور، والسيد جوزف محاسب؛

٢. **مديرية الضريبة على القيمة المضافة:** الآنسة رانيا دياب؛

٣. **عن المركز الالكتروني:** السيد جورج ضاهر، السيد عماد شاهين، السيد سيزار عيسى، السيد إدغار مخلوف؛

٤. **عن وحدة الأبحاث والتحليل الضريبي:** السيد حسن حمدان؛

٥. **عن دائرة كبار المكلفين:** السيد إبراهيم همدر؛

٦. **عن المعهد المالي:** السيدة جنان غانم الدويهي.

كما شارك مدير الواردات الأستاذ لؤي الحاج شحادة في جلسة عمل وشارك عدد من المدراء والموظفين في جلسة الافتتاح وجلسات أخرى.

"نظـــام القضـــايا" و"تكنولوجيا البضائع" في الجمارك

في ١٦ آب ٢٠٠٥، شارك ٥٠ موظفاً جمركياً في دورة تدريبية حول نظام القضايا تولاها الأستاذ سهيل علي حسن، مدير إقليم بيروت سابقاً، في المعهد المالي.

هدفت الدورة، التي امتدّت على ٦٠ ساعة تدريب، إلى تزويد الجمركيين بالأسس القانونية في مجال التصدّي للمخالفات الجمركية. بداية عرّف المدرّب المشاركين على مفهوم المخالفة الجمركية وعناصرها وعلى مفهوم البضائع وفئاتها، ثم تطرّق إلى دور وحقوق موظفي الجمارك في التحقق من المخالفات الجمركية لاسيما حق معاينة البضائع ووسائل النقل والأشخاص والاطلاع على السجلات والمستندات، وركّز على موضوع التفتيش المنزلي وجرم التهريب المشهود ووسائل التحقق من المخالفات الجمركية.

ختاماً، ناقش المدرّب موضوع المخالفات الجمركية ومخالفات المانيفست وأصول التبليغ في الدعاوى الجمركية وأمور قانونية عدّة أخرى.

من جهة أخرى، وفي دورة تدريبية حول "تكنولوجيا البضائع"، شرح السيد الياس خزاقة، مراقب أول لشؤون المعاينة في مرفأ بيروت لمجموعة من الجمركيين الخصائص الأساسية للبضائع ومراحل إنتاجها وكيف يمكن تطبيق التعريفة الجمركية وذلك في الفترة الممتدة بين ٢١ و٢٩ تموز ٢٠٠٥. ■

برنامج "إحصاءات التجارة الخارجية" ضمن مشروع البنك الدولي لتعزيز القدرات في العراق

نظم المعهد المالي أول برنامج تدريب إقليمي في بيروت ضمن مشروع البنك الدولي لتعزيز القدرات في العراق. امتد البرنامج من ١٢ إلى ١٥ تموز وتناول موضوع "إحصاءات التجارة الخارجية" وقد شارك فيه ١٣موظفاً عراقياً من القطاعين العام والخاص: معنيّون بالتجارة الخارجية من الإحصاء المركزي والجمارك ووزارة التجارة والبنك المركزي وغرفة التجارة.

تولّى التدريب مجموعة من الخبراء العاملين ضمن برنامج الأمم المتحدة للتنمية في وزارة المالية، وإدارة الجمارك اللبنانية، وإدارة الإحصاء المركزي ومصرف لبنان، ومركز المعلومات التجارية في وزارة الاقتصاد والتجارة. وتطرقت المحاضرات والعروض إلى المواضيع التالية: التجارة الدولية وأهمّيّتها بالنسبة إلى اقتصاد العراق، إحصاءات ومعايير ونظم التجارة الدولية، البيان الجمركي الموحّد، أنظمة تصنيف البضائع، النظام المنسّق، قيمة البضائع ومنشأها، الإحصاءات الأوروبيّة المتوسّطية. وزود المشتركين في الندوة بكافة المعلومات الضرورية المتعلقة بموضوع إحصاءات التجارة الدولية، وكيفية تجميعها وإعدادها وإصدارها ونشرها، وفقًا للمعايير الدولية.

يذكر أن المعهد المالي سبق واستقبل ثلاثة وفود من العراق خلال العام ٢٠٠٥ من وزارة التخطيط والتعاون الإنمائي العراقية ومن ديوان الرقابة المالية في العراق أتت للإطلاع على تجربة المعهد المالي في مجال التدريب المستمر وإدارة الطاقات البشرية. ■

أهم النقاط التي أثارها البرنامج

- الانفتاح في موضوع التجارة الدولية أصبح ضرورة ملحّة في النظام العالمي الجديد.
- لا قيمة للمعلومات الإحصائية إذا لم يتم تبادلها واستخدامها.
- لا يمكن إعادة بناء بلد ما، على صعيد الاقتصاد والمؤسّسات والعلاقات الدولية، من دون إحصاءات دقيقة ومنتظمة، وموضوعة بتصرف الدولة وشركائها الداخليّين والخارجيّين.
- إن عملية تجميع المعلومات الإحصائية وتوحيدها ومعالجتها وإصدارها ونشرها تستلزم تنسيقًا وتعاونًا بين عدد كبير من الجهات الرسمية والخاصة.
- في كافة مراحل هذه العملية، يقتضي التقيّد بالقواعد والمعايير الدولية المسلّم بها اليوم في التجارة الدولية.
- يجب الإفادة من الخبرات والمساعدات الدولية في هذا المجال. وينبغي الإفادة من تجارب الدول التي مرّت في ظروف مشابهة وواجهت صعوبات مماثلة لتلك التي واجهها العراق.

اختتام أولى نشاطات التعاون مع المركز الإقليمي للمساعدة الفنية للشرق الأوسط التي استضافها المعهد المالي

اختتم المعهد المالي أولى نشاطات التعاون مع المركز الإقليمي للمساعدة الفنية للشرق الأوسط التابع لصندوق النقد الدولي والذي تمثل ببرنامج تدريب حول "الأسواق المالية والأدوات المالية الحديثة" استضافه المعهد من ٥ إلى ١٦ أيلول ٢٠٠٥.

تولى تنسيق البرنامج السيد رالف شامي، مدير قسم الشرق الأوسط في صندوق النقد الدولي، وشارك فيه ٣٠ مسؤولاً عن الأسواق المالية في المصارف المركزية في فلسطين والأردن ومصر والسعودية والمغرب وعمان ولبنان.

هدف البرنامج إلى تعميق معارف المشاركين في مجال طبيعة الأدوات المالية الحديثة وكيفية استعمالها في مجال التمويل وإدارة المخاطر، كما عالج كيفية تنمية الأسواق المالية، وتطرق إلى التحديات الرقابية والقانونية التي تواجه السلطات في هذا المجال. ■

السفير الفرنسي يشيد بجهود المعهد المالي في مجال التدريب في القطاع العام

في إطار المؤتمر الذي نظمته جمعية خريجي المعهد الوطني للإدارة في لبنان وفرنسا حول موضوع "الإدارة العامة - ديناميكية تحديث الإدارة العامة في لبنان" والذي انعقد في ٢٥ آب ٢٠٠٥، أشاد السفير الفرنسي في لبنان، برنارد إميي، بالتعاون الوثيق بين لبنان وشركائه الفرنسيين والأوروبيين في مجال تحديث الإدارة العامة. وقد برز هذا التعاون خلال الأعوام الخمسة الأخيرة من خلال مشاركة ما يقارب ١١٠ موظفين من وزارة المالية في برامج تدريب في فرنسا، ومن خلال مشاريع تم تنسيقها مع وزارات الداخلية والدفاع والعدل ومع البرلمان الفرنسي. وقد تتوج هذا التعاون "بنشاط المعهد المالي الفعال والديناميكي" الذي تولى منذ العام ١٩٩٦ تنظيم مؤتمرات حول مواضيع اقتصادية ومالية وجمركية مختلفة بالتنسيق مع الوكالة الفرنسية لتنمية التبادل في مجال التقنيات الاقتصادية والمالية (أديتيف)؛ وكذلك من خلال تأمين التدريب المستمر لموظفي المؤسسات العامة لاسيما العناصر الشابة منهم فيتمتعوا بالمسؤولية والكفاءة ويعززوا بالتالي الخدمة العامة. وتندرج جهود التدريب المستمر هذه في إطار استراتيجية تطوير الموارد البشرية التي بدأت الإدارة العامة اللبنانية بتطبيقها مدركةً أن "الإدارة الحديثة هي التي تدير مواردها البشرية على أفضل وجه والتي يتولى فيها المهام الرئيسية الموظفون الكفوؤون أياً كانت خلفياتهم الاجتماعية". ■

وزارة المالية تحضر استراتيجية لتفعيل وتطوير إدارة مواردها البشرية بالتعاون مع التحاد الأوروبي

ادارة الموارد البشرية:
عملية دقيقة!

تستفيد وزارة المالية من المساعدة التقنية التي يقدمها الفريق الاستشاري الأوروبي للمساعدة على تأهيل الإدارة اللبنانية ARLA والتي تتمثل بمساعدة تقنية لدعم مشاريع التحديث في الوزارة من خلال تحسين إدارة الموارد البشرية.

وفي هذا الإطار تستقبل الوزارة فريقاً استشارياً يتألف من الخبيرين تيري بيشريه وسمير بدر، الذين أنهيا المرحلة الأولى من مهمتهما والتي تمثلت بدراسة وتقييم الوضع الحالي والوسائل والأساليب المعتمدة حالياً لإدارة الموارد البشرية في وزارة المالية من خلال زيارات ميدانية ومقابلات فردية وتحليل استمارات ودراسة معمّقة للنصوص القانونية التي ترعى الوضع الراهن.

وقد نظم الفريق بعد ذلك، بتاريخ ٢٨ و٢٩ أيلول ٢٠٠٥، حلقتا حوار ونقاش حول ما خلُصت إليه المرحلة الأولى، هدفتا إلى مناقشة التحليل الأولي بغية تعميقه وتصويب مضمونه من قبل المعنيين في الوزارة. كما كان الهدف منهما عرض توجهات الإستراتيجية الممكن اقتراحها لتفعيل وتطوير إدارة الموارد البشرية في الوزارة لمناقشتها وتبادل الآراء حولها. وقد حضر اللقائين رؤساء الوحدات في وزارة المالية من مديرية المالية العامة، مديرية الجمارك العامة والمديرية العامة للمساحة والشؤون العقارية.

استكمل اللقاءان بعرض خلاصاتهما إلى وزير المالية والمدراء العامين المعنيين للوقوف عند توجيهاتهم للمرحلة المقبلة للمشروع. ■

المواضيع المطروحة في حلقتي الحوار والنقاش

- تحليل للوضع الراهن لإدارة الموارد البشرية في القطاع العام في لبنان: من هي الجهات المعنية بصورة مباشرة وغير مباشرة بالموضوع، ما هي مشاريع التحديث المقترحة من قبلها.
- تحليل لوظيفة إدارة الموارد البشرية في وزارة المالية: ما هي الوحدات الموكلة بها، ما هي المهام الرئيسية التي تقوم بها في هذا الإطار، درجة تقاربها من المفهوم العصري لإدارة الموارد البشرية، قدرتها على مواكبة مشاريع التحديث في الوزارة والانتقال بهذه الأخيرة إلى إدارة عصرية، رشيقة وفعّالة تتماشى مع متطلبات الحداثة وتوقعات العاملين فيها والمواطنين.
- مناقشة نقاط الضعف وإمكانيات التحسين وشروط التغيير.
- عرض ومناقشة للنقاط الرئيسية الاستراتيجية التغيير.

مبادرات لتعزيز الإدارة الرشيدة في وزارة المالية: إطلاق لجان التشاور المشتركة مع القطاع الخاص والمجتمع المدني

لجان التشاور: فكرة قديمة جديدة

أطلقت وزارة المالية في العام ١٩٩٩ مبادرة أولى لإرساء حوار بين القطاعين العام والخاص من أجل تحسين العلاقات بين المكلّفين والإدارة المالية والجمركية وتخفيف الإجراءات الإدارية. وفي العامي ١٩٩٩ و٢٠٠٠ نظم المعهد المالي لقاءات وطاولات مستديرة حول العلاقة بين الإدارة المالية والجمركية والمكلّفين، شارك فيها نخبة من ممثلي الطرفين. وتمّ إنشاء لجنة التشاور المشتركة لتأمين متابعة هذه الاجتماعات وقد أنجزت هذه اللجان حلول ملفات ضريبية أو جمركية مختلفة.

عقد وزير المالية اجتماعات عدّة مع الهيئات الاقتصادية والجمعيات الأهلية لطرح المشاكل التي تواجهها هذه الهيئات مع وزارة المالية ولمناقشة الحلول المطروحة. وتمّ التأسيس لمرحلة التعاون المقبلة لاسيما من خلال تشكيل لجان تشاور مشتركة تتولى متابعة هذه الاجتماعات واقتراح آلية فعّالة لتطبيق الاقتراحات.

لقاء مع الهيئات الاقتصادية وتشكيل فريق متابعة

عقد وزير المالية جهاد أزعور في المعهد المالي في ١٤ أيلول الفائت لقاءً موسعاً مع رؤساء الهيئات الاقتصادية في لبنان بحضور رئيس اتحاد الغرف اللبنانية الوزير السابق عدنان القصار، ورئيس جمعية المصارف جوزف طربيه، إضافة إلى عدد من رؤساء الغرف والهيئات الاقتصادية والمالية. وأثمر اللقاء عن تأليف لجنة من سبعة أشخاص يمثلون القطاعات الاقتصادية، لمتابعة الحوار والتواصل بين وزارة المالية وهيئات القطاع الخاص.

وكان الوزير قد تعرض خلال اللقاء لأهم المشاريع المستقبلية لاسيما المتعلقة منها بإطلاق نظام نورا في الجمارك والذي يسمح بإدخال البيانات الجمركية عن بعد، وإعادة النظر ببراءة الذمة المالية لبعض المعاملات وإطلاق الخدمات الإلكترونية الجديدة وتعديل النظام التخميني للأملاك المبنية وإلغاء الرسم على التصريح الضريبي ومشاريع عدة أخرى.

بدوره لفت رئيس اتحاد الغرف اللبنانية عدنان القصار، إلى أن القطاع الخاص يواجه عقبات بيروقراطية، وقال: "همنا الوحيد هو تسهيل العمل الحكومي ضمن الأصول وإعطاء الفرصة للقطاع الخاص الذي يشكل الدينامو الأساسي في الحياة الاقتصادية".

وفي ختام اللقاء، تمّ تأليف لجنة سباعية تمثل القطاعات لمتابعة الحوار مع الوزارة يكون لها دور استشاري لتزويد الوزارة بالاقتراحات والحلول على أن تجتمع هذه اللجنة بشكل دوري وضمن آلية واضحة وأهداف محددة.

ورشة عمل وطنية مع الجمعيات الأهلية

في ١٤ أيلول ٢٠٠٥، وبرعاية وحضور وزير المالية، الدكتور جهاد أزعور، نظم المعهد المالي والمؤسسة الدولية للإدارة والتدريب ومنظمة أميدست – لبنان ورشة عمل وطنية حول "تعزيز العلاقة بين وزارة المالية والجمعيات الأهلية فيما يختص بالضرائب والرسوم". حضر حفل الافتتاح ٧٥ مشاركاً من الجمعيات الأهلية ومن وزارة المالية بالإضافة إلى حشد من المسؤولين في الأجهزة الحكومية المعنية والمؤسسات الدولية. وتخلل حفل الافتتاح كلمات للنائب ناظم الخوري، عضو اللجنة التنفيذية في المؤسسة الدولية للإدارة والتدريب، والسيدة لينا فريج ممثلة الوكالة الأميركية للتنمية الدولية والسيدة بربرا بتلوني مديرة أميدست؛ أما كلمة الختام فكانت لوزير المالية، الدكتور جهاد أزعور.

برنامج الورشة:

أما جلسات العمل التفصيلية، فقد شارك فيها ٣٥ ممثلاً عن الجمعيات وعن الوزارة وتمحورت حول مقاربة مختلف الشؤون الضريبية، وتتلخص أهم المقترحات كالآتي:

- الاستمرار في هذا المسار الانفتاحي على القطاع الأهلي، وتنظيم دورات تدريبية متخصصة للعاملين والمتطوعين في الجمعيات الأهلية حول الضرائب.
- توضيح وتعديل المادة ٥ من قانون ضريبة الدخل والتصريح عن ضريبة غير المقيمين وإعادة النظر بالحد الأقصى للتبرعات والهبات التي يمكن تنزيلها من أرباح الشركات التجارية.
- اعتماد مبدأ سنوية التصريح عن الضريبة على الرواتب والأجور.
- تحديد فترة زمنية للبتّ بطلبات الاسترداد للضريبة على القيمة المضافة.
- إعادة النظر ببعض النصوص القانونية الجمركية المطبقة على الجمعيات.
- اقتراح سلّة حوافز للجمعيات الأهلية لتشجيعها على القيام بموجباتها الضريبية.

وفي ختام اللقاء، تمّ تشكيل لجنة مشتركة تتولى بلورة السبل الآيلة إلى تنفيذ التوصيات واقتراح المبادرات والنشاطات. ■

حلقة حوار مع الخبراء والاختصاصيين في الإدارة الرشيدة ومكافحة الفساد

في ٩ آب ٢٠٠٥ دعا وزير المالية الخبراء وممثلي المجتمع المدني ممن كانت لهم مساهمة في مواضيع الإدارة الرشيدة ومكافحة الفساد إلى جلسة نقاش وحوار من أجل إعداد استراتيجية وآلية عمل لتعزيز الإدارة الرشيدة في وزارة المالية.

وقد سعى المشاركون إلى تحديد مكامن ومخاطر سوء استعمال السلطة في وزارة المالية وقد عرضوا لوجهة نظر القطاع الخاص والمجتمع المدني في هذا المجال. كذلك اقترحوا مقاربات يمكن أن تعتمدها الوزارة لرفع كفاءاتها البشرية وتحسين نوعية خدماتها للمواطنين ومحاربة ظواهر سوء استعمال السلطة. كما تعرضوا للوسائل التي يمكن أن تعتمدها الوزارة لتفعيل المسائلة والمحاسبة. ونهاية ناقشوا الدور الذي سيلعبه المجتمع المدني في مساندة وزارة المالية لتحسين نوعية ومستويات أدائها.

شارك في اللقاء اختصاصيون وناشطون في مجال تعزيز الحكم الرشيد من مسؤولين وباحثين وأساتذة جامعيين إلى جانب كبار المسؤولين في وزارة المالية الذين ترأسهم وزير

المالية، الدكتور جهاد أزعور. أدارت الحوار الأستاذة الجامعية، د. رنده أنطون. وتقدم المشاركون باقتراحات وأفكار يمكن أن تساهم في وضع التحضير لإستراتيجية شاملة لمكافحة هذه الظاهرة. ■

فرع خدمة المكلفين يساهم في تسهيل إنجاز المعاملات

دائرتا "الأملاك المبنية" و"ضريبة الدخل" ترفعان العبء عن كاهل الموطن

كما في غيرها من الإدارات الرسمية، تعجّ مكاتب وزارة المالية في دائرتيها "الأملاك المبنية" و "ضريبة الدخل" وغيرها من الدوائر، بالمواطنين الذين يريدون "تخليص" معاملاتهم، أو المكلفين الذين يتابعون هذه المعاملات ويقتفون أثرها من مكتب إلى آخر، ومن طابق إلى طابق.

هذا ما كان يحدث في هاتين الدائرتين قبل بدء العمل في فرع خدمات المكلفين، الذي جعل من دائرتي "الأملاك المبنية" و"ضريبة الدخل" في بيروت مثالاً يحتذى به في تنظيم وتسهيل معاملات المكلفين.

"حديث المالية" أجرت حواراً مع الأستاذين عبد الحفيظ سوبرا، رئيس دائرة "الأملاك المبنية" والياس حداد المسؤول عن فرع خدمة المكلفين التابع لدائرة "ضريبة الدخل" هنا نصه.

قبل إنشاء فروع خدمات المكلفين...

قبل إطلاق فرع خدمة المكلفين، كان على صاحب المعاملة أن يسجلها في قلم الدائرة، ثم يعود بعد فترة ليتابع معاملته لدى مراقب الضرائب، وفي حال تبين أن معاملته غير مكتملة وينقصها أوراق ما، فكان عليه أن يعود أدراجه لإكمال معاملته ومن ثم يعود لتسجيلها في قلم الدائرة.

بعد قلم الدائرة كانت المعاملة تمر لدى مراقب ضرائب، ومنه إلى مراقب ضرائب رئيسي ومن ثم إلى رئيس الدائرة، وكان المكلف يتابع معاملته لدى هؤلاء جميعاً حتى تنجز نهائياً. وبالطبع فإن المكلف مجبر على الصعود والنزول بين طوابق المباني ملاحقاً معاملته، طالباً مساعدة الموظفين والسماسرة وغيره من المواطنين.

إنجاز المعاملة في مدة محددة

اليوم بعد إنشاء فرع خدمة المكلفين، بات المكلف يصل إلى الطابق الأول في مبنى "مديرية الواردات"، ويسجل معاملته في قلم الدائرة التي ينوي التعامل معها، وإذا ما تبين أن معاملته غير مكتملة، فأن الموظف يخبره مباشرة بالأمر كي يكملها قبل تمريرها في التسلسل الوظيفي. أما إذا كانت المعاملة مكتملة فإن الموظف يحدد للمكلف مدة زمنية معينة يعود في نهايتها لاستلام معاملته المنجزة. يقول السيد عبد الحفيظ سوبرا أن ٩٠ في المئة من المعاملات تنجز في وقتها المحدد، أما الـ١٠ في المئة المتبقية، فإنها تتأخر إما لضخامة ملف المعاملة وتعقيده أو لمشكلة في المعاملة لم تكن منظورة حين تقديمها، وفي هذه الحالة تمدد الفترة الممنوحة للمكلف ليعيد تأمين ما نقص من معاملته.

في ما خص العقبات التي ما زالت تقف في وجه المكلفين، يقول السيد سوبرا أن عدد الموظفين بات قليلاً في مقابل اتساع مدينة بيروت وتضخم أعداد سكانها والأعمال والمشاريع فيها، فدائرته لا تضم سوى ٣٠ موظفاً اليوم بينما كانت تضم ٤٠ موظفاً عام ١٩٦٠، ورغم ذلك فإن إنجاز المعاملات بات أسرع منذ بدء العمل في فرع خدمة المكلفين.

السيد حداد لا يشكو النقص في الموظفين بل على العكس، فهو يعتبر أن ١٠٠ موظفاً في دائرته يعتبر عدداً كافياً. وبإمكان هؤلاء الموظفين مراقبة المعاملات من حيث الشكل، وإنهاء بعضها في اليوم نفسه، ويمكنهم الرد على استفسارات المكلفين الهاتفية والخطية، من دون أي مشكلة تذكر.

لا شك أن فرع خدمة المكلفين ساهم مساهمة فعالة في تخفيف العبء عن الإدارات وموظفيها، وفي حال طبق في باقي إدارات وزارة المالية وسائر الإدارات الرسمية، فإنه سيحقق من دون شك تطوير الإدارة وتحديثها لما فيه مصلحة الإدارة العامة والمواطن في الوقت نفسه. ■

مديرية الضريبة على القيمة المضافة في هيكليتها الجديدة

بعد مرور عامين على رفع مشروع قانون تنظيم مديرية الضريبة على القيمة المضافة إلى مجلس النواب، صدر أخيراً القانون رقم ٦٩١ تاريخ ٢٠٠٥/٨/٢٤ الذي يعنى بهيكلتها ضمن ملاك وزارة المالية - مديرية المالية العامة. ويتألف الملاك الدائم لمديرية الضريبة على القيمة المضافة من ٣٣١ موظفاً من مختلف الفئات يتوزعون على أربع مصالح هي: مصلحة التشريع والسياسات الضريبية، مصلحة العمليات، مصلحة التدقيق والاسترددات ومصلحة التخطيط والتنسيق الإداري والمالي، ينقسم كل منها إلى دوائر عدة ذات مهام محددة. وهي على الشكل التالي:

مصلحة التشريع والسياسات الضريبية:

- **دائرة التشريع والسياسات الضريبية:** تتولى بشكل عام تقديم الاقتراحات حول التعديلات المتعلقة بالسياسات الضريبية، إعداد الدراسات والاقتراحات القانونية لمختلف وحدات المديرية.
- **دائرة الالتزام الضريبي:** تتولى بشكل عام، تحليل المخاطر ومعايير اختيار الملفات، برمجة أعمال التدقيق، متابعة التدقيق وإصدار التقارير والبيانات للإدارة عن نتائج عمليات التدقيق.
- **دائرة الاعتراض والاستئناف:** من أبرز مهامها، استلام الاعتراضات والتأكد من معالجتها، متابعة الاعتراضات أمام لجان الاعتراضات ومتابعة الاستئناف.

مصلحة العمليات:

- **دائرة خدمات الخاضعين:** تتولى بشكل عام تسجيل الخاضعين وإلغاء تسجيلهم، حفظ ملفاتهم، تقديم المعلومات للخاضعين ومعالجة شكاواهم واستفساراتهم وتأمين خدمات البريد الوارد والصادر لوحدات المديرية كافة.
- **دائرة معالجة المعلومات:** من أبرز مهامها، معالجة تصاريح الخاضعين والمعلومات المتعلقة بعمليات القبض واسترداد الضريبة، إصدار التكاليف ومراجعة النوعية.
- **دائرة التحصيل:** من أبرز مهامها، ملاحقة التحصيل ودفع الاسترددات.
- **دائرة العلاقات العامة والتوعية:** من أبرز مهامها، تنسيق العلاقة مع وسائل الإعلام وتوعية الخاضعين والمواطنين للضريبة.

مصلحة التدقيق والاسترددات:

- **دائرة التدقيق الميداني:** من أبرز مهامها تدقيق ملفات الخاضعين وفقاً للبرامج المعدة لذلك والتأكد من خلال الزيارات الميدانية من تطبيق الخاضعين للقانون.
- **دائرة المراقبة الضريبية والاسترددات:** من أبرز مهامها التدقيق بطلبات الاسترداد، تحديد واكتشاف الخاضعين المكتومين، القيام بعمليات الدرس المكتبي.

مصلحة التخطيط والتنسيق الإداري والمالي:

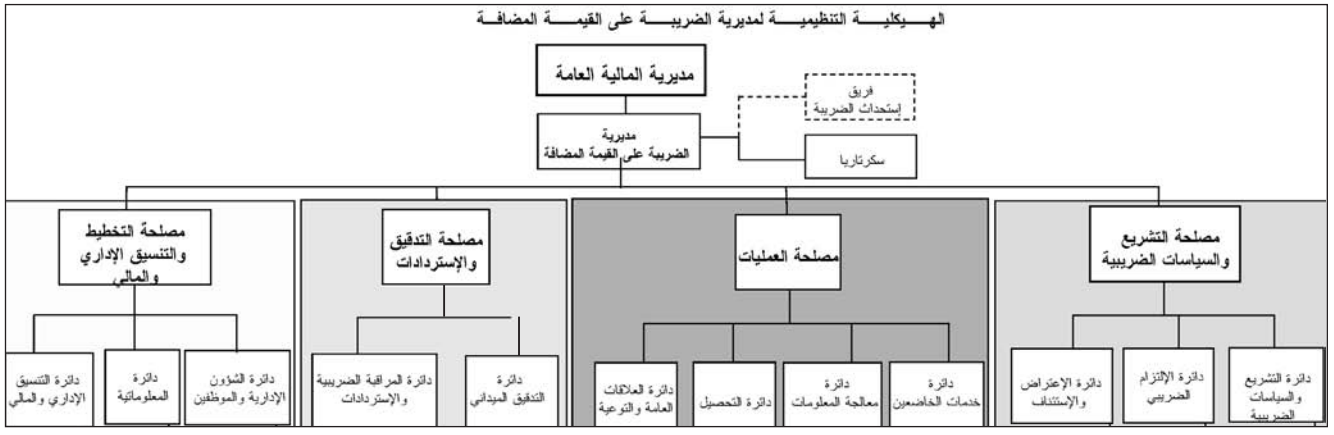
- **دائرة الشؤون الإدارية والموظفين:** تتولى بشكل عام إدارة الموارد البشرية وتنمية طاقاتها، إدارة المحفوظات والمستندات، تأمين الخدمات العامة للمديرية.
- **دائرة المعلوماتية:** من أبرز مهامها تحليل أنظمة المعلوماتية، تطوير وصيانة البرامج، صيانة قاعدة المعلومات، دعم ومساعدة مستخدمي الأنظمة.
- **دائرة التنسيق الإداري والمالي:** من أبرز مهامها معالجة الشكاوى، القيام بأعمال التدقيق الداخلي، مسك حسابات الضريبة وفقاً لنظام محاسبي خاص. ■

خفض الفائدة على ضريبتي الدخل والأملاك المبنية إلى ٩٪

اصدر المدير العام لوزارة المالية آلان بيفاني تعميماً عدل فيه تعميمين سابقين. الأول يتعلق بالأحكام المالية لتقسيط الضرائب والرسوم والثاني يتعلق بمعدل الفائدة على المبالغ المقسطة.

وجاء في التعميم الذي حمل رقم ١٦٢٤ /ص١ :"نظراً إلى انخفاض معدل الفوائد في السوق المحلية، وتحسساً من وزارة المالية مع المكلفين الذين يقومون بدفع الضرائب بطريقة التقسيط، لذلك، تعدل الفائدة المفروضة على المبالغ المقسطة من ضريبتي الدخل والأملاك المبنية... بحيث تصبح ٩ في المئة بدلاً من ١٢ في المئة". ■

الهيكلية التنظيمية لمديرية الضريبة على القيمة المضافة



آخر أخبار الجمارك

الجمارك ترفد إدارتها بدم جديد...

من أجل القيام بمهامها على أكمل وجه، كان لا بد لإدارة الجمارك من ملء الشواغر الناجمة عن توقف التوظيف منذ أكثر من أحد عشرة سنة، وبسبب إحالة عدد كبير من الموظفين، ومن مختلف الفئات، إلى التقاعد بعد بلوغهم السن القانونية.

ولأجل رفد الإدارة بدم جديد، أجرى مجلس الخدمة المدنية نهاية العام ٢٠٠٤ مباراة لوظيفة مراقب مساعد في الجمارك، نجح بنتيجتها أكثر من مئتي مرشح. وقد صدر مرسوم تعيين أول دفعة منهم في منتصف العام ٢٠٠٥ بوظيفة مراقب مساعد متمرن. وبلغ عدد المعينين في هذا المرسوم ٧٤، جلّهم من حملة الإجازات الجامعية.

وللغاية ذاتها، فقد نظم مجلس الخدمة المدنية مباريات محصورة للترفيع من رتبة مراقب إلى رتبة مراقب أول ومن رتبة مراقب مساعد إلى رتبة مراقب، وذلك في بداية خريف العام ٢٠٠٥، على أن تصدر النتائج خلال النصف الأول من تشرين الثاني ٢٠٠٥، يليها صدور مراسيم ترفيع العدد اللازم من الناجحين، وبعد ذلك يصير إلى ملء مراكز المراقبين المساعدين التي ستشغر. ■

ريمون خوري
مراقب في المجلس

إدارة الجمارك تواصل مواكبة التقنيات الحديثة: فريقان من الأمم المتحدة يعرضان نظام "أسيكودا وورلد" الجمركي

قدم فريقا برنامج الأمم المتحدة للتنمية (UNDP) العامل في وزارة المالية ومنظمة التجارة والتنمية التابعة للأمم المتحدة (UNCTAD) في المعهد المالي، في ١٦ أيلول الفائت، عرضاً لنظام "أسيكودا وورلد" الجمركي، الذي تنوي وزارة المالية استخدامه في إطار الجهود التي تبذلها لإدخال آخر التقنيات المتطورة في إدارتها.

تولى العرض مدير برنامج الأمم المتحدة للتنمية في وزارة المالية، سليم بلعة، حيث عرض لمحة عن الأنظمة الجمركية التي طبقتها وزارة المالية على مدى السنوات العشر الأخيرة، متحدثاً عن أهمية النظام الجمركي الجديد "أسيكودا وورلد" الذي ستدخله الوزارة في عمل إدارة الجمارك وما يحمله من ميزات تقنية عالية سيكون لها الأثر الإيجابي الفعال في تسهيل إجراءات التصدير والاستيراد لاسيما لناحية معالجة الإجراءات الجمركية وتخليص البضائع حيث يوفر تسهيلات عديدة للجمارك والإدارة العامة ويستخدم التقنيات الحديثة كالإنترنت ووسائل الاتصال المتطورة.

حضر الحفل رئيس المجلس الأعلى للجمارك، السيد أكرم شديد، ومدير عام الجمارك، العميد أسعد غانم، ورؤساء الأقاليم في الجمارك، ورئيس مجلس الإدارة ومدير عام مرفأ بيروت حسن قريطم، ومدير البرنامج التقني في "أسيكودا" في جينيف فابريس ميلله، ومستشار وزير المال لشؤون الجمارك جورج عازار، وعدد من موظفي وضباط الجمارك.

وفي الختام قدم الخبير ميلليه شرحاً مفصلاً عن النظام وأهمية اتباعه في إدارة الجمارك، ونوه بمواكبة وزارة المالية لكل جديد على صعيد التقنيات الحديثة في العالم. ■

الجمارك تقدم تسهيلات في الإدخال المؤقت للمستوعبات الفارغة

تسهيلاً لأعمال التصدير وإعادة التصدير للبضائع بواسطة الحاويات، وتخفيفاً للأعباء عن كاهل المصدرين، قرر مدير الجمارك العام، العميد أسعد غانم، استثنائياً، وضمن الصلاحية المنصوص عليها في المادة ٢٧٨ من قانون الجمارك، الترخيص لشركات الملاحة بالإدخال المؤقت للمستوعبات الفارغة العائدة لها، وبإيداعها في باحات مخصصة لهذه الغاية خارج الحرم الجمركي لمرفأ بيروت، لمدة لا تتجاوز الستة أشهر، تمهيداً لإعادة تصديرها فارغة أو معبأة، وذلك بموجب لوائح تعهد خاصة بهذا الوضع.

وينص قرار مدير الجمارك العام، أن تستفيد من هذا الإجراء أيضا المستوعبات الواردة معبأة بالبضائع بعد إفراغها في المخازن الجمركية أو في مخازن التجار. وقد بدأ العمل بهذه المذكرة اعتباراً من أول أيلول ٢٠٠٥. ■

التبرع للصليب الأحمر اللبناني... عادة تتكرر

منذ العام ٢٠٠٠ ومديرية الجمارك تقدم هبة عينية للصليب الأحمر اللبناني. وقد تكررت هذه المبادرة هذا العام حيث جمع عناصر الجمارك مبلغ ٦,٩٢٠,٠٠٠ ل.ل. قدموه إلى الصليب الأحمر في حفل جرى بتاريخ ١٣ أيلول الفائت في مركز الصليب الأحمر الرئيسي بحضور رئيس المؤسسة العميد ليون إلى جانب مدير عام الجمارك، الجنرال أسعد غانم، ورئيس الشعبة الإدارية، الرائد جبور حنا، ورئيس دائرة الشؤون الإدارية، المراقب الأول جميل الدبس. ■

نحو رؤية وخطة عمل جديدة لوزارة المالية

في إطار سعي وزارة المالية اللبنانية لوضع رؤية جديدة، وإستراتيجية عمل تأخذ في عين الاعتبار المتغيرات الأخيرة التي واجهتها البلاد، والتحدّيات الكبيرة في سبيل تعزيز فرص النمو الاقتصادي وحسن إدارة المال العام، وتحقيقاً لأهداف الوزارة بالارتقاء بأدائها إلى مستوى يتوافق مع متطلبات عصر التقنية والحداثة، وبشكل يجعل منها عنصر تفاعل في الاقتصاد ويساهم في توفير الخدمة الأفضل للوطن والمواطن.

تحقيقاً لكل هذه الأهداف أجرت وزارة المالية استطلاعاً للرأي، عبر شبكة الإنترنت، شارك فيه ٧٠ موظفاً (٥ من الفئة الأولى، ٣٣ من الفئة الثانية، ٢٨ من الفئة الثالثة، و٤ من الفئة الرابعة) بالإضافة إلى موظفين ملحقين بها وعاملين لديها يمثلون كافة مديريات الوزارة.

تضمن الاستطلاع أسئلة حول استراتيجيات العمل المتبعة في الوزارة، والإجراءات المعمول بها ونواحي أخرى مختلفة. صمم هذا الاستطلاع لمساعدة وزارة المالية على تحديد المجالات التي تتطلب اهتمام وزير المالية مباشرةً، بغية تحقيق فعالية أكبر في تنظيم العمل وتحسين الأداء وارتقائهما إلى المستويات العالمية.

وسوف تشكل نتائج هذا الاستطلاع قاعدة معلومات أساسية توضع على أساسها رؤية وخطة عمل سوف تعمل وزارة المالية على تحقيقها في المديين القريب والمتوسط. ■

وزارة المالية تطل على المواطنين عبر شاشات التلفزة

تسعى مديرية الواردات، ضمن مشروع تحسين الأداء، بالتعاون مع المعهد المالي، إلى تعزيز التواصل مع المواطنين بهدف تسهيل إتمام المكلف لواجباته ووصوله إلى المعلومات التي يحتاجها مما يساهم التأسيس لعلاقة احترام وثقة بين المواطن والإدارة المالية والضريبية.

ولما كان الكثير من المواطنين يشتكون من عدم معرفتهم بالمعلومات الضريبية الأساسية (المهل، صدور جداول التكليف، إلخ.) ارتأت مديرية الواردات الاستعانة بوسائل الإعلام المرئي لكونها تطال أكبر عدد من المواطنين، وبث إعلانات عامة تتناول أهم المعلومات الضريبية والمالية التي تهم المواطنين. وقد أوكلت هذه المهمة إلى المعهد المالي الذي نفذ وسهل إصدار أول إعلان عام حول جداول التكليف الأساسية لضريبة الأملاك المبنية النسبية الصادرة في بعض مناطق محافظة بيروت والذي بثته وسائل الإعلام المحلية مجاناً في مطلع تشرين الأول.

ويعمل المعهد حالياً على جمع أهم المعلومات المالية والضريبية التي تود وزارة المالية توجيهها إلى المواطنين، وإنتاجها وبثها في الوقت المناسب في حلة تعبر عن دينامية التحديث التي باتت أكثر فأكثر تطبع عمل الوزارة. ■

البرنامج التدريبي في الإدارة المالية للمحاسبين والمسؤولين الماليين في المؤسسات العامّة والمصالح المستقلة وسلطات الوصاية عليها

برعاية رئيس الحكومة، الأستاذ فؤاد السنيورة، ممثلاً بوزير المالية، الدكتور جهاد أزعور، اختتم المعهد المالي في ٩ أيلول ٢٠٠٥، إحدى أهم الإنجازات الذي حققها خلال سنوات عمله التسع، ألا وهو "البرنامج التدريبي في الإدارة المالية للمحاسبين والمسؤولين الماليين في المؤسسات العامّة والمصالح المستقلة وسلطات الوصاية عليها" الذي كلفه بتنظيمه رئيس مجلس الوزراء الراحل، شهيد لبنان رفيق الحريري، بناءً على اقتراح من دولة الرئيس وزير المالية سابقاً فؤاد السنيورة. جاء الختام ضمن حفل وزعت فيه إفادات على المشاركين في البرنامج، حضره حشد من النواب وعدد من كبار المسؤولين في وزارة المالية والإدارات والمؤسسات العامة والمصالح المستقلة وممثلين عن عدد من النقابات والقطاع الخاص اللبناني.

في خلفيات البرنامج التدريبي...

تضمّنت معظم التقارير المرفوعة من وزارة المالية إلى مجلس الوزراء خلال العام ٢٠٠٤ حول عمل المؤسسات العامّة، ملاحظات عديدة طالت أداء هذه المؤسسات وإنتاجيتها وإدارتها المالية والمحاسبية. ونتيجة لذلك، كُلف المعهد المالي تنظيم البرنامج الذي عُمد جرى إطلاقه في ٢٠٠٥/١/١١.

... وأهدافه

- تعميق معارف العاملين بالمواد القانونية التي ترعى عمل المؤسسات العامة وأصول الرقابة عليها.
- تعميق معارف العاملين بمختلف الضرائب والرسوم التي تطبّق على المؤسسات العامة وأصول تطبيقها؛
- توضيح الإطار العام للعلاقات القائمة بين المؤسسات العامة ووزارة المالية؛
- تمكين المشاركين من تطبيق مبادئ المحاسبة وفقا" للتصميم المحاسبي العام اللبناني، لاسيما كيفية مسك المحاسبة على أساس القيد المزدوج.
- حسن تطبيق الأصول المعتمدة في إعداد الموازنة العامة وقطع الحساب وإبرام الصفقات العمومية.

محتوى البرنامج التدريبي

انقسم البرنامج التدريبي إلى مرحلتين: المرحلة الأولى وهي مرحلة إلزامية تناولت مواضيع تقنية كإعداد الموازنة، وقطع الحساب، وكيفية إبرام الصفقات العمومية، وتطبيق الضرائب والرسوم، بالإضافة إلى الإطار القانوني الذي يرعى عمل المؤسسات العامة. أما المرحلة الثانية فكانت اختيارية وتناولت موضوع المحاسبة التجارية بمستويين مبتدئ ومتوسط وورشة عمل حول معايير المحاسبة الدولية. ◄ ◄ ◄

أما عدد ساعات التدريب في هذا البرنامج فبلغت ٣١٥ ساعة وتوزّعت على ١١ موضوعاً مختلفاً في كافة الدورات. وقد بلغ معدل عدد الساعات التدريبية للموظّف الواحد ٤٦ ساعة.

المؤسسات المشاركة

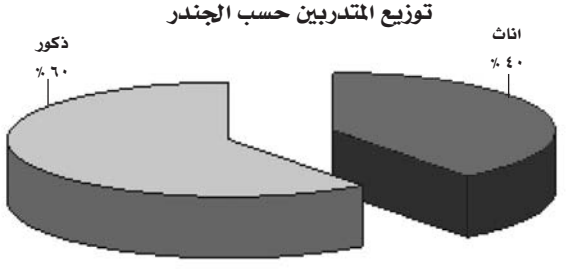
بلغ عدد المؤسسات والإدارات التي دعيت أو أبدت رغبتها بالمشاركة في البرنامج التدريبي، ٨٥ مؤسسة وإدارة، وقد شارك منها ٦٩ مؤسسة وهي موزعة على الشكل التالي: ٥٠ مؤسسة عامّة من أصل ٦٣، مع تسجيل مشاركة كافة مؤسسات المياه، والهيئات الرقابية المعنية، ١٦ مستشفى حكومياً، من أصل ٢٢، ١٣ سلطة وصاية من أصل ١٥. أما الإدارات التي شاركت من خارج تعميم رئيس مجلس الوزراء فهي ثلاث: وزارة الدفاع ووزارة السياحة ووزارة الزراعة.

وتفاوتت المستويات العلمية والعملية بين مجموعات المتدربين. ومرد هذا التفاوت الظاهر، قلّة أو ندرة التدريب المستمر لهؤلاء الموظفين، وعشوائية عمليات التوظيف التي شهدها القطاع العام في السنوات الماضية. وقد بلغ إجمالي عدد المشاركين في البرنامج ٢٥١ موظفاً.

وقد أبدى معظم المشاركين، بمختلف وظائفهم وخلفياتهم، مشاركة ملفتة وميزة وجديّة، وتعطّش للمعرفة، ورغبة كبيرة في المشاركة في الدورات التدريبية كافة التي يقدّمها المعهد المالي في مواضيع الضرائب والإدارة. وأظهروا جميعاً رغبة جدية في المشاركة في دورات المعلوماتية واللغات.

أما في ما يتعلّق بخصائص الوظائف التي تولاها المشاركون، فيلاحظ أن هذه الوظائف تشعّبت واختلف تصنيفها من مؤسسة إلى أخرى، ويبينها الرسم البياني التالي.

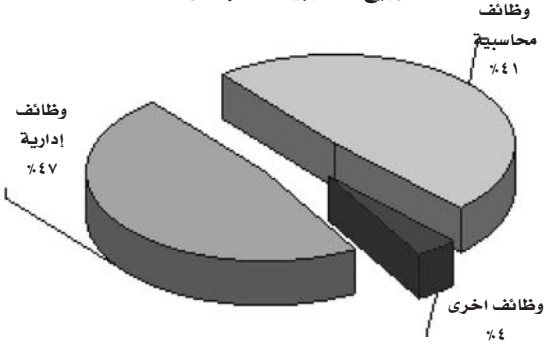
توزيع المتدربين حسب الجندر



المدربون

وقد حرص المعهد المالي على الاستعانة بالمدربين من أصحاب الخبرة والكفاءة من القطاع الخاص والجامعات والإدارات ومؤسسات القطاع العام، لاسيما وزارة المالية وديوان المحاسبة. وقد بذل فريق المدربين جهداً ملحوظاً في إعداد المادة التدريبية الملائمة لهذا البرنامج بمساندة منسقي التدريب في المعهد المالي.

توزيع المتدربين حسب الوظائف



مواضيع التدريب

الموازنة، آلية قطع الحساب، المحاسبة الإدارية، الأحكام الخاصة بالصفقات العمومية، الضريبة على الرواتب والأجور، رسم الطابع المالي، الضريبة على القيمة المضافة، المحاسبة التجارية، معايير المحاسبة الدولية. وتناول أيضاً، الأنظمة المالية والإدارية التي ترعى عمل المؤسسات العامّة، والرقابة المالية على أعمالها.

التأسيس لمرحلة جديدة بين وزارة المالية والمؤسسات العامة ...

مما لا شكّ فيه أن البرنامج التدريبي في الإدارة المالية للمحاسبين والمسؤولين الماليين في المؤسسات العامة وسلطات والوصاية عليها قد أسس لمرحلة تواصل جديدة بين وزارة المالية والمؤسسات العامّة. ومن المهمّ أن يستفيد القيّمون على هذه المؤسسات من هذه الخطوة لناحية توطيد علاقات التعاون وتحسين آليات العمل المشتركة لما فيه حسن إدارة المال العام.

وأخيراً، إنّ تحقيق هدف التدريب يتطلب التزاماً حقيقياً وجدياً بتفعيل الأداء وذلك من خلال التزام الموظفين والعاملين في المؤسسات بتطبيق مضمون الدورات وبنقل المعارف إلى الغير وبمحاولة تصحيح الإجراءات المعتمدة إذا وجد فيها خللاً معيناً والتواصل مع وزارة المالية بما من شأنه تسهيل العمل وحل المشاكل.

يبقى أن نؤكد التزام المعهد المالي التعاون مع المؤسسات والإدارات لتطوير كفاءات الموظفين وتعزيز معارفهم وتكييف مهاراتهم بما يسمح لهم بالارتقاء بأدائهم إلى مستوى يتوافق مع متطلبات عصر المعرفة ويساهم في تأديتهم لخدمة أفضل في سبيل تعزيز فرص النمو الاقتصادي وحسن إدارة المال العام. ■

متفرقات من يوميات وزارة المالية

تدريب المراقبين الرئيسيين في مديرية المالية العامة

برعاية وزير المالية، الدكتور جهاد أزعور ووزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية، السيد جان أوغاسابيان، افتتح المعهد الوطني للإدارة في ١٢ أيلول، دورة تدريبية للمراقبين الرئيسيين ومراقبي التحقق ورؤساء المحاسبة في مديرية المالية العامة في وزارة المالية.
وقد شدد الوزير أزعور في كلمته الافتتاحية على أهمية جعل وزارة المال مثالاً تصبو إليه إدارة القرن الواحد والعشرين، عبر تطوير الجهاز البشري، وتحديث أساليب العمل الإداري، وخلق ثقافة مؤسساتية خاصة بوزارة المال تعطيها هوية واضحة ومميزة، والعمل كفريق واحد ضمن رؤية موحدة.

توقيع اتفاق لمنع الازدواج الضريبي بين لبنان وباكستان

وقع وزير المالية جهاد أزعور مع السفيرة الباكستانية في لبنان أسمى أنيسة اتفاقاً لمنع الازدواج الضريبي بين البلدين. وقد جرى حفل التوقيع في ٣١ آب ٢٠٠٥، في حضور مدير عام وزارة المال بالإنابة، إيلي معلوف، ومدير الواردات، لؤي الحاج شحادة، ومديرة المعهد المالي لمياء المبيض بساط، وممثلين لجمعية الصداقة اللبنانية- الباكستانية.
السفيرة الباكستانية أشارت بعد التوقيع إلى أن الاتفاق يشكل دفعاً مهماً للاستثمار والتجارة بين البلدين. وأكد ذلك الوزير أزعور الذي رأى أن العلاقات السياسية المميزة بين لبنان وباكستان انعكست مزيداً من التعاون والنشاطات التجارية والاقتصادية، وشدد على أهمية الاتفاقات التي يوقعها لبنان، ومن بينها اتفاقات منع الازدواج الضريبي والتي بلغ عددها حتى اليوم ٤١ اتفاقاً، والتي ستكون المرتكز الأساسي لجذب الاستثمارات إلى لبنان وتأمين مردود اقتصادي ومالي لخزينة الدولة.

وفد من وزارة المالية المصرية يطلع على دائرة كبار المكلفين

استقبلت وزارة المالية والمعهد المالي يومي الخميس ١٨ والجمعة ١٩ آب ٢٠٠٥ وفداً من وزارة المالية المصرية يتألف من سبعة مسؤولين منهم مستشار رئيسي لوزير المالية والمدير التنفيذي لدائرة كبار الممولين المصرية، فضلاً عن مسؤولين في قسم المعلوماتية وفي مجال التدريب وشؤون إدارة الموارد البشرية.
زار الوفد دائرة كبار المكلفين اللبنانية للإطلاع على آلية عملها ومقابلة المشرفين على قسم المعلوماتية فيها لإرساء علاقة تعاون مستدامة معهم ودراسة الخبرة اللّبنانية في ما يتعلق بمكننة المعالجة الضريبية ومناقشة طرق مواجهة المشاكل في دائرة كبار المكلفين. كما تضمّنت الزيارة مناقشة خطط العمل وتحديد الاحتياجات لدائرة كبار المكلفين المصرية، لاسيما على مستوى المعلوماتية والتدريب.
وقد اطلع الوفد على أعمال المعهد المالي لاسيما برامج التدريب الموجهة لمراقبي الضرائب في مواضيع المصارف والتأمين والإدارة والمعلوماتية. وختم رئيس الوفد زيارته باجتماع عمل مع وزير المالية، جهاد أزعور.
وفي نهاية الزيارة، أثنى مستشار وزير المالية المصري على روح التعاون بين الجانبين، شاكراً الوزارة على تقديم الخدمات في مجال تطوير وزارة المال المصرية وتحديثها.

وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية في زيارة إلى المعهد المالي

تفقد وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية جان أوغاسبيان نهار الجمعة ١٨ آب ٢٠٠٥ المعهد المالي والتقى وزير المالية الدكتور جهاد أزعور والمسؤولين عن المعهد. وسبق ذلك اجتماع بين الوزيرين والموظفين تناول إمكان تمويل برامج التطوير الإداري من منح البنك الدولي والصندوق العربي للتنمية الاقتصادية والاجتماعية.

بعد الاجتماع، عقد الوزيران أوغاسبيان وأزعور مؤتمراً صحافياً، استهلّه وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية مؤكداً على وجوب أن تكون السلطة التنفيذية موحدة ومتجانسة وواعية، ذات صدقية عالية ورؤية واضحة وسليمة، وتتمتع بالقدرة على تنفيذ رؤيتها، وخصوصاً الشق المتعلق بتطوير الموارد البشرية.

الوزير أزعور رأى أن التعاون بين الوزارتين خطا خطوات كبيرة خلال الأعوام العشرة الأخيرة، وتوّج بأكثر من مشروع مشترك. واعتبر أن زيارة الوزير أوغاسبيان إلى المعهد المالي تؤكد أهمية دور الدولة في تطوير الثروة البشرية، وخصوصاً في الإدارات العامة.

وفي الختام، قدّمت مديرة المعهد المالي، لمياء المبيض بساط، لمحة عن نشاطات المعهد، شملت وسائل التدريب وتطوير الطاقات البشرية. ■

الوزير أوغاسبيان في المعهد المالي: اعادة النظر في نظم التعليم والتدريب

الوزير أزعور: تعيينات على أساس الكفاءة ودعم الإصلاحيين

مقتطفات مالية واقتصادية

إجراءات استباقية لمواكبة الوضع السياسي

شدد وزير المالية على أهمية اتخاذ إجراءات لتحسين الحركة الاقتصادية ومعالجة الوضع المالي وتطبيق إصلاحات مطلوبة تضاف إلى سلسلة الإجراءات الاستباقية التي اتخذتها وزارة المالية لمواكبة الوضع السياسي والتي أدت إلى تحسن في ميزان المدفوعات وأسهم البورصة، بالإضافة إلى.التحسن الملحوظ الذي طرأ على المالية العامة خلال شهري آب وأيلول واستقرار الأسواق المالية وتمكن وزارة المالية من رفع الفائض في شهر آب إلى خمس مئة مليار ليرة لبنانية. شدد وزير المالية على أهمية اتخاذ إجراءات لتحسين الحركة الاقتصادية ومعالجة الوضع المالي وتطبيق إصلاحات مطلوبة

اتفاق لتقييم واسع لمكامن الهدر

يجري التحضير لاتفاق مع البنك الدولي لإجراء تقييم واسع لمكامن الهدر يشمل إلى جانب التقييم المالي الإداري والمؤسساتي، تقييم مكامن ومخاطر الهدر وسوء الإدارة.

سعر صرف الليرة لم يطرح في اجتماعات نيويورك

لفت وزير المالية إلى أن موضوع سعر صرف الليرة، لم يطرح في اجتماعات نيويورك، مشيراً إلى أن صندوق النقد غيّر وجهة نظره حول هذا الأمر ورأى أن تغيير سعر الصرف سيؤثر سلباً على لبنان.

برنامج الإصلاح "لبناني بحت"

شدد وزير المالية في عدة مناسبات على أن برنامج الإصلاح سيكون لبنانياً بحتاً، وقال إن المشروع الإصلاحي الذي طرحته الحكومة على المجتمع الدولي يعكس إلى حد كبير المشاريع التي طرحتها الأحزاب والهيئات الاقتصادية.

موازنة ٢٠٠٦ لن تحمّل المواطن أعباء جديدة

لفت وزير المالية إلى أن موازنة ٢٠٠٦ التي يتم تحضيرها ستضع لبنان على مسار جديد، وأكد أنه لا توجد أعباء جديدة على المواطن، وأشار إلى أن الخزينة خسرت إيرادات في ما يتعلق بالرسوم على البنزين من دون تعديل سعر هذه المادة.

كتبت المراقبة غريتا مهنى

التهرب من الضريبة، رياضة الأثرياء المفضلة

لعل القاسم المشترك الذي يجمع بين الأثرياء الجدد هو سعيهم الدؤوب للحؤول دون وقوع ثرواتهم في صناديق الجباة. لذا عملت ٦٥ "جنة ضريبية" في العالم على تلبية حاجاتهم، مستحدثةً الشركات الصورية والوهمية وغيرها.

فأصحاب الثروات الطائلة يحاولون بشتى الوسائل الإفلات من شباك مصالح الضرائب. وما الطريق الأسهل سوى التوجه إلى ملجأ ضريبي يجمع بين ميزتين: معدل ضريبي يقارب الصفر والسرية المصرفية. وتفاقم هذا التهرب الضريبي حتى ولد تدفقات هائلة من الأموال على الصعيد العالمي، إذ باتت ٦٥ "جنة ضريبية" تتولى إدارة أكثر من ٤٠٪ من الثروة الخاصة العالمية. ومن بين البلدان الأكثر استقطاباً لهذه الثروات، لكسمبورغ وسويسرا ومنطقة الكاريبي. ففي غضون ساعات معدودة يمكن إنشاء شركة في تلك البلدان "بسرية تامة"، دون الحاجة للكشف عن هوية أصحابها هدفها الأول التهرب من دفع الضريبة من خلال تحويل الموجدات والعائدات إليها سرّاً.

وفي السباق الأشبه بالملاحقة بين الأثرياء والإدارة الضريبية، لا عجب أن تستحيل مصالح الضرائب الخاسر الأكبر، لاسيما بعد أن تمرّس المستشارون الماليون في استغلال شوائب التشريعات لتلافي الضرائب بقانونية تامة. ولاقتناء شركة مماثلة، يكفي إرسال بريد إلكتروني لأحد المتخصصين في "صناعة الأقنعة" هذه.

ولا عجب أن تشكل باناما الجنة الضريبية الأكثر اكتظاظاً بهذا النوع من الشركات، مع ٣٢٥٠٠٠ شركة مسجلة (لغاية العام ٢٠٠٢). بيد أن جزر العذراء البريطانية تزاحم بلد أمريكا الوسطى هذا مع أكثر من ٢١٠٠٠٠ شركة مسجلة، أي حوالي ١٧ شركة لكل مواطن و١١٥ شركة جديدة كل يوم.

ومن أهم أصحاب الشركات الوهمية نذكر على سبيل المثال بيتر غراف، والد بطلة كرة المضرب العالمية ستيفي غراف، الذي اتهم بتهريب أكثر من ٦٢،٧ مليون فرنك نحو شركة وهمية في هولندا، وهو بلد يعتمد نظاماً ضريبياً يتسم بمرونة فائقة. ثم حوّل عائدات الإعلانات والعلاوات التي كسبتها ابنته إلى جزر الأنتيل الهولندية وإلى اللشتنشتاين.

كما تم توقيف كيتارو واتانابي، الملياردير الياباني الذي صنفته مجلة Fortune صاحب سادس ثروة في العالم، بتهمة تحويل ٥٣ مليون فرنك إلى حسابات شركات وهمية هرباً من دائنيه.

وصريح العبارة أن هؤلاء الأثرياء التابعين في مجملهم لبلدان تطبق نظاماً ضريبياً صارماً يعتبرون أن كثرة الضرائب يقضي على الضرائب، لذا اختاروا تهريب ثرواتهم حيث يعتبرون أن الضريبة إنما تعاقب الجهد والعمل والكفاءة. ■

ثروات هجرت فرنسا:

أصحاب مؤسسات:

ألان أفليلو، إلى سويسرا
فيكتور أمارا، رئيس ومدير عام شركة Sogeris، إلى بروكسيل
كارولين أربلز، رئيس ومدير عام مجلس إدارة شركة Van Cleef & Arpels، إلى سويسرا
كورين بويغ، إلى سويسرا
بيار كاردين، إلى سويسرا
جان لوي دافيد، إلى جزر الكايمان
فرانسوا دال، الرئيس والمدير العام السابق لشركة L'Oréal، إلى سويسرا

فنانون:

ألان دلون، إلى سويسرا
شارل أزنافور، إلى سويسرا

رياضيون:

هنري لوكونت (لاعب كرة مضرب) ألان بروست، إلى سويسرا (سائق فرمولا ١)
ريشار فيرينك، إلى سويسرا (درّاج)

مالية لبنان الجنوبي تكرّم أربعة من فرسانها

أقام موظفو مالية لبنان الجنوبي حفل غذاء بمناسبة تكليف السيد لؤي الحاج شحادة مديراً للواردات بالأصالة، والسيد سمير حسين رئيساً لمالية لبنان الجنوبي، وودعوا خلاله أمين صندوق مالية لبنان الجنوبي المتقاعد، السيد رياض خالد، وكذلك المراقبين الرئيسيين، ناصر سعيفان وابراهيم همدر اللذين انتقلا إلى دائرة كبار المكلفين. وكان للمراقب مارون الحاج كلمة وداعية جاء فيها:

"حنين الفراق، لوعة الاشتياق، فرحة العناق، ضرورة هذا اللقاء، عسى أن نعبر معاً نفق الضياع إلى شمس الحقيقة الساطعة بعد أن غادرنا أربعة من الفرسان، سطروا بمناقبيتهم أروع صفحة خطتها يد الوظيفة في تاريخ مالية الجنوب، فمنهم من تقاعد وهو أمين بيت المال، فأخلى الساحة بعد خدمة الأربعين عاماً ونيف تاركاً خزائنه وفيها كما من الذهب والماس مصقولة من معدنه الأصيل مآثر وأفعال صيرته رياضاً خالداً، هوية وانتساباً، أما الآخرون، أنى يكونون، فقادة مجلون، يغنون الخدمة من ينبوعهم الفوار، فكان منهم ناصر للحق، ساعف للمظلوم، متربع عرش علم المحاسبة، مؤلفاً، مدرساً ومدققاً، كاشفاً أحاجي الملفات، فهابه المتلاعبون وصدقه الصادقون، إلى إبرام صاحب العهد، عهد الصداقة البريئة، الواعد بالعدل، والهادر بالحياة والمتشبع بأصول فن التدقيق، العاشق للقانون فقهاً وتطبيقاً، والدارس عن جدارة كل قضية مستعصية، فاستحق ورفيق دربه أن يكون من عداد العاملين في دائرة كبار المكلفين إلى الرئيس الذي عرفته إدارياً خلوقاً، جسّد الفضيلة بأعماله، وأعطى الوظيفة من حياته وكأني به يبذل نفسه فداءً عن الآخرين وهو مرتاح الضمير لقرارات اتخذها في مهمات صعبة فاستحق لمعايشته أدق تفصيل الضرائب واجتهاداته البناءة أن يستحوذ رضا الكبار، الكبار ليشغل مديراً للواردات... أيها السمير الآتي من أم المدن وأعرقها، من تاج هذا الشرق، من رحم القوانين ووحي الشرائع من مركز قيادي كنت فيه سيداً أصيلاً من بيروت العاصمة، مركز القرار، درة هذا العصر وقبلة الوافدين إلى حج الفرحة، فإليك أيها الرئيس الجديد نصرخ من الأعماق وطئت سهلاً ونعمت أهلاً." ■

لنشر أخباركم في "حياة الوزارة" الرجاء إرسال المعلومات مرفقة بالصور إلى مندوبي حديث المالية في كافة الماليات:

داني شاكر: مالية البقاع
ميراي الحاج: مالية جبل لبنان
جيزيل بحصة: مالية لبنان الشمالي
سهير أسطا: مالية لبنان الجنوبي
عبد الله عبد الله: مالية النبطية

زواج

"كرت مسبحة" الزيجات في المعهد المالي في النصف الثاني من هذا العام، حيث احتفل المعهد بالأعراس الواحد تلو الآخر، من الزميل رياض أبو ساري، مدرب المعلوماتية الذي اقترن بالآنسة نسرين أبو سمرا، مروراً بالزميل إياد غنام، مدرب المعلوماتية الذي اقترن بالآنسة ملاك الجعيص، وصولاً إلى الزميلة "سيلينا جورج كرم" التي اقترنت بالسيد سامر بستاني، مبروك ...

المراقب ميراي الحاج (مالية جبل لبنان) من السيد جهاد جبر.

المراقب روبير عوض (مالية جبل لبنان) من الآنسة جلا معلوف.

المراقب سمعان ضو (مالية جبل لبنان) من الآنسة لوسي أسعد.

المراقب فادي جرجورة (مالية جبل لبنان) من الآنسة جاكي خوري مخايل.

المراقب فادي عبدالله (مالية لبنان الشمالي) من الآنسة لبنى ديب.

بنين وبنات

- رزقت المراقبة الرئيسية، كوكب إسماعيل (مالية لبنان الجنوبي) بمولود أسمته علي.
- رزق المراقب عماد منصور (مالية لبنان الجنوبي) بمولود أسماه عمر.
- رزق المراقب جهاد صادق (مالية جبل لبنان) بمولود أسماه جاد.
- رزق المراقب إسكندر محفوظ والمحررة رانيا أبو زيد (مالية جبل لبنان) بتوأمين اسمياهما شربل ونور.
- رزق المراقب الرئيسي محمد الجزار (مالية لبنان الشمالي) بمولودة اسماها ميرا.
- رزقت المراقبة الرئيسية رانيا المصطفى (مالية لبنان الشمالي) بمولودة اسمتها تينا.
- رزقت المراقبة ماجدة علام (مالية لبنان الشمالي) بمولودة اسمتها يارا.
- رزقت المراقبة ربى دندشي (مالية لبنان الشمالي) بمولود اسمته بهاء.
- رزقت المراقبة كريستيان حيدر(مالية لبنان الشمالي) بمولود اسمته شربل.

شهادات وتكريم

نال المراقب ميشال بو ماضي (مالية جبل لبنان) إجازة فنية في اختصاص المراجعة والخبرة في المحاسبة.
كرمت مديرية الجمارك، السيد نقولا الضيعة، الذي شغل منصب رئيس مصلحة قبل أن يتفاعد، وذلك بحضور وزير المالية الدكتور جهاد أزعور.

الى اللقاء

زملائي وأصدقائي في وزارة المالية،
بعد مضي ٤ سنوات ونيف على عملي في المعهد المالي، لقد حان الوقت لأستودعكم على أمل أن ألقاكم قريباً.
في الواقع، إن عملي كفرد من أسرة وزارة المالية كان مغنياً جداً ومفيداً من الناحيتين العملية والشخصية. على الصعيد العملي، لقد اكتسبت خبرة واسعة في العمل في القطاع العام لاسيما في إحدى أكبر الوزارات وأهمها شأناً، خبرة لا يمكن الاستعاضة عنها ولا حتى اكتسابها في أي مكان آخر؛ وعلى الصعيد الشخصي، فإنني أفتخر كثيراً كوني عملت يوماً مع فريق عمل شاب وديناميكي ومع زملاء يتمتعون بخبرة عالية في عملهم، ومستعدّون للعطاء والتعاون.
أتمنى لكم التوفيق في حياتكم المهنية والشخصية على أمل أن نبقى على اتصال...

ميشلا رزق

نشرة صادرة عن المعهد المالي

هاتف: ٤٢٥١٤٧- ٤٢٥١٤٩
فاكس: ٤٢٦٨٦٠
تحرير: شارك في إعداد محتويات هذا العدد جنان دويهي، وسابين حاتم.
مراجعة: لبنى بستاني
إشراف: لمياء المبيّض البساط
تصوير: Int'l pictures، وكاميرا المعهد المالي
تنفيذ وطباعة: المطبعة العربية

المكتبة المالية

الطلاب الجامعيّون في المكتبة المالية

في إطار سعي وزارة المالية لتعزيز التواصل مع الشباب الجامعي اللبناني، تابع المعهد المالي تنظيم ورش عمل تتوجّه إلى الطلاب الجامعيين في المكتبة المالية، لاسيّما في اختصاصات الإدارة العامة والعلوم السياسية وإدارة الأعمال والاقتصاد. تهدف هذه الورش إلى تعريفهم على هيكليّة وزارة المالية ومشاريعها والنظام الضريبي في لبنان وسياسات الدين العام. كما يتطرّق البرنامج إلى آلية التوظيف الحالية في وزارة المالية ودور المعهد المالي في مواكبة المسار المهني للموظفين. ويتعرّف الطلاب خلاله على المكتبة المالية وعلى مديرية الضريبة على القيمة المضافة. واستقبل المعهد في ٢٣ آب ٢٠٠٥ مجموعة من ٢٥ متخرّجاً من كليّة التجارة وإدارة الأعمال في جامعة بيروت العربيّة، ويستمر المعهد بفتح أبوابه أمام الراغبين من أساتذة وطلاب للمشاركة في هذه اللقاءات خلال العام الدراسي ٢٠٠٥-٢٠٠٦.

كتاب من المكتبة المالية

أصول محاسبة المصارف التجارية في إطار التصميم المحاسبي العام اللبناني بين النظرية والتطبيق/ محمد ياسين غادر.- بيروت: المنشورات الحقوقية صادر، ٢٠٠٥

يتناول هذا الكتاب عرضاً مفصلاً لمحاسبة المصارف التجارية في إطار التصميم المحاسبي العام اللبناني، وقد تم شرح الموضوع بأسلوب سهل وممتع، وبطريقة تسمح للقارىء والطالب والمهتم قراءة وفهم مضمون المادة العلمية من خلال جعلها قريبة من الواقع العملي التطبيقي، وبعيدة عن التعقيدات النظرية قدر المستطاع.
ومن خلال هذا الكتاب حاول المؤلف إعطاء صورة شاملة عن العمليات المصرفية المقدمة من المصارف التجارية عبر فروعها والإدارات المركزية، وربط هذه الخدمات والأعمال بالإثبات المحاسبي لها من خلال التصميم المحاسبي العام.
وقدم الكاتب بعض التمارين والحلول المناسبة لكل فصل، شارحاً وقائع العمليات المحاسبية التي يرتكز عليها، ثم وضع ست حالات عملية في نهاية الكتاب وردت في امتحانات سابقة.